



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
2 janvier 2002  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 2 janvier 2002, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint, présenté par le Chili en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président  
du Comité contre le terrorisme  
(Signé) Jeremy **Greenstock**



**Annexe**

[Original : anglais et espagnol]

**Lettre datée du 27 décembre 2001, adressée  
au Président du Comité du Conseil de sécurité créé  
par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, pour votre information et à toutes fins utiles, la réponse du Gouvernement chilien au questionnaire établi par le Comité contre le terrorisme, en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) adoptée par le Conseil de sécurité le 28 septembre 2001 (voir pièce jointe).

L'Ambassadeur,  
Chargé d'affaires par intérim  
(Signé) **Cristián Maquieira**

## **Pièce jointe**

### **Réponse du Gouvernement chilien au questionnaire établi par le Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité**

#### **Introduction**

Le Chili considère que le terrorisme porte atteinte aux principes fondamentaux de la coexistence humaine et que nous devons nous y attaquer avec détermination aux côtés de la communauté internationale. Le présent appel à la coopération internationale est dicté par le sentiment que nous avons que nous nous trouvons devant un ennemi commun qui défie les principes de coexistence humaine, garants de la paix, du développement et de la sécurité internationale, auxquels le Chili adhère en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et de l'Organisation des États américains (OEA).

Compte tenu de l'importance que nous attachons à une riposte collective au terrorisme, le Chili a oeuvré de toutes ses forces pour qu'un consensus se dégage entre les pays du Groupe de Rio au niveau interaméricain. Ses efforts ont permis d'organiser et de mener à bien la vingt-troisième Réunion consultative des ministres des affaires étrangères de l'OEA ainsi que leur vingt-quatrième Réunion, constituée en organe consultatif de l'application du Traité interaméricain d'assistance réciproque, tenue à Washington le 21 septembre.

#### **Organisation des Nations Unies**

Dans le cadre de l'ONU, le Chili a pris des mesures, présentées en détail plus loin, pour appliquer la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. En outre, il a participé activement aux travaux relatifs à l'élaboration d'une convention générale contre le terrorisme, dans le cadre desquels il s'est déclaré en faveur de l'élaboration rapide d'un texte qui soit le plus complet possible.

Parallèlement, le Ministère chilien des affaires étrangères a transmis aux organismes compétents, tel que le Sous-Secrétariat des finances et celui de l'intérieur, les informations reçues dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité sur les individus et les organismes soupçonnés d'avoir des liens avec le terrorisme ou le financement du terrorisme.

#### **Organisation des États américains**

À la vingt-troisième Réunion consultative des ministres de l'OEA, l'accent a été mis sur la définition de mesures pratiques de collaboration aux fins de la lutte antiterroriste et sur le fait que celle-ci avait pour objectif le renforcement de la démocratie et de l'état de droit et était régie par les lois nationales et internationales. C'est dans ce cadre qu'a été approuvée la résolution RC.23/RES.1/01, qui vise à empêcher les groupes terroristes d'opérer dans les territoires nationaux, à faire adopter des mesures pour renforcer la coopération sur le plan régional et international pour ce qui est de poursuivre, de capturer, de juger, de sanctionner et d'extrader les terroristes et ceux qui les financent, à consolider l'entraide judiciaire

et l'échange d'informations à jour, à favoriser au maximum la tolérance et la coexistence harmonieuse dans nos sociétés pour tenir compte de la diversité raciale, culturelle, ethnique et religieuse des communautés qui composent notre hémisphère, à demander instamment à tous les pays américains de souscrire à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, adoptée à New York le 9 décembre 1999, à charger le Conseil permanent d'élaborer un projet de convention interaméricaine contre le terrorisme qui sera présenté à la prochaine Assemblée générale de l'OEA, et à charger la Commission de la sécurité hémisphérique de l'OEA d'accélérer ses travaux en vue de la Conférence extraordinaire sur la sécurité, en prenant en compte les contributions du Comité interaméricain contre le terrorisme.

Le Comité interaméricain contre le terrorisme a organisé sa première session extraordinaire le 15 octobre et le Chili y a contribué en envoyant des experts de Santiago, qui ont rendu compte des mesures prises concernant le terrorisme et de l'application des résolutions des organismes multilatéraux. En outre, le Chili a réaffirmé son appui à l'OEA en tant que coordonnateur de politiques hémisphériques antiterroristes et apporté une contribution volontaire au budget du Comité. Au cours de cette réunion, les États-Unis ont été élus à la présidence et l'Argentine à la vice-présidence, et trois sous-commissions ont été créées : la sous-commission du plan de travail du Comité interaméricain contre le terrorisme (présidée par El Salvador), la sous-commission des contrôles financiers (présidée par la Colombie) et la sous-commission des contrôles frontaliers (présidée par le Pérou), à laquelle en particulier le Chili prête son concours. La deuxième session extraordinaire a été fixée au 29 novembre et la deuxième session ordinaire au 28 janvier 2002.

S'agissant du projet de convention interaméricaine pour la prévention et l'élimination du terrorisme, confié au Conseil permanent de l'OEA par les ministres des affaires étrangères, un groupe de travail de la Commission des affaires juridiques et politiques a commencé les travaux en partant d'un projet de 1996 de cet organisme et de nouvelles propositions émanant du Pérou et de l'Argentine.

### **Traité interaméricain d'assistance mutuelle**

À la vingt-quatrième Réunion consultative des ministres des affaires étrangères de l'OEA constituée en organe consultatif de l'application du Traité interaméricain d'assistance mutuelle, le Chili a donné son plein appui à l'approbation de la déclaration de solidarité continentale, qui souligne qu'une attaque perpétrée contre un pays américain constitue une attaque contre tous. La résolution RC.24/RES.1/01 vise à assurer une assistance mutuelle effective qui permette de déjouer les attaques terroristes et la menace d'attaques similaires contre un État américain quelconque et de maintenir la paix et la sécurité sur le continent, impose à ses membres d'utiliser tous les moyens possibles autorisés par la loi pour poursuivre, capturer, extraditer et sanctionner les terroristes et de prêter davantage assistance et appui aux États-Unis et aux autres États Membres, selon le cas, en ce qui concerne les attaques du 11 septembre et pour prévenir de futurs actes terroristes.

## **Groupe de Rio**

Le Chili qui assure à titre provisoire le secrétariat du Groupe de Rio est appelé à coordonner les positions des parties à ce mécanisme au sein des instances multilatérales susmentionnées dans le cadre desquelles des initiatives spécifiques ont également été prises. C'est ainsi qu'il a convoqué début novembre une réunion de juristes des pays membres chargés d'examiner les questions d'ordre juridique liées à la prévention et à la répression des actes de terrorisme en application de la résolution 1373 (2001) en particulier.

À cette occasion, les participants ont adopté à l'intention des ministres un document de travail qui non seulement condamne le terrorisme, mais également appelle l'attention sur le défi que ce fléau représente pour l'ordre juridique en place et souligne que la lutte contre le terrorisme doit s'inscrire dans le respect de l'état de droit, du droit international et des droits de l'homme. De même, le document de travail en question rend compte d'un échange de vues fécond sur les législations internes en vigueur contre le terrorisme d'où il ressort que les pays du Groupe de Rio se sont dotés de dispositifs spéciaux pour donner effet aux dispositions de la résolution 1373, que ces pays sont fermement décidés à ratifier les 12 conventions des Nations Unies consacrées à la matière, qu'il faut renforcer les mécanismes d'entraide judiciaire et d'extradition, qu'il faut ériger davantage d'actes en infractions de terrorisme et les punir selon leur gravité, qu'il faut s'intéresser aux secteurs où le problème n'est pas dûment appréhendé dans sa dimension financière, et qu'il importe d'entreprendre l'élaboration d'une nouvelle convention interaméricaine contre le terrorisme et de créer une base de données grâce aux informations d'ordre législatif et administratif fournies par chaque État membre sur la question.

## **MERCOSUR**

À la fin du mois de septembre 2001, les ministres de l'intérieur des pays membres du MERCOSUR se sont réunis à Montevideo en vue de créer un dispositif régional de coordination de la lutte antiterroriste. À cette occasion, ils ont invité le Chili et la Bolivie à s'associer à cette initiative tel qu'il ressort du mandat défini au point 3 de la déclaration ministérielle portant création d'un Groupe de travail permanent (GTP) chargé d'évaluer les actions conjointes et coordonnées de lutte contre le terrorisme et de réfléchir aux mesures à insérer dans le Plan de sécurité régionale.

Le GTP s'est réuni les 3 et 4 octobre dans la capitale uruguayenne en marge de la réunion de la Sous-Commission de suivi et de contrôle des groupes spéciaux de la Commission technique des ministres de l'intérieur du MERCOSUR. Le Chili était représenté à cette réunion par le chef de la Division de coordination de la Direction de la sécurité publique et du renseignement. À cette occasion, le GTP a décidé de nommer coordonnateurs nationaux les sous-secrétaires ou hauts fonctionnaires de chaque ministère avec pour mission de coordonner l'action des organes techniques et de renseignement policier sous leur tutelle et d'échanger des renseignements avec leurs homologues nationaux.

À sa vingtième réunion, le 8 octobre, le Forum de consultation et de concertation politique du MERCOSUR, la Bolivie et le Chili ont adopté un

communiqué conjoint condamnant une fois de plus les attentats terroristes du 11 septembre et souscrivant aux résolutions adoptées par l'ONU et l'OEA et dans lesquelles ils voient des mesures tendant à prévenir et à éliminer le terrorisme international, et qui, loin d'être dirigé contre un groupe ethnique, religieux ou culturel quelconque, visent uniquement à rétablir la sécurité internationale dans le respect de la Charte des Nations Unies.

## **Coopération internationale**

Le Chili est de ceux qui pensent que le multilatéralisme offre une insigne occasion d'arrêter une riposte efficace qui permette de prévenir et d'éliminer cette nouvelle forme de conflit qui menace la paix et la sécurité internationales et compromet le développement des pays. Le Chili participera à toutes les rencontres qui lui sont ouvertes pour dire qu'il condamne totalement le terrorisme sans concession aucune qui serait de nature à fausser le débat sur une question qui intéresse les valeurs essentielles pour la coexistence pacifique de la communauté internationale.

## **Mesures prises sur le plan interne**

Les résolutions adoptées au sein de l'ONU et dans le cadre de la région en vue de lutter contre le terrorisme conduisent à adopter au plan interne une série de mesures qui, venant s'ajouter aux actions de coopération et de coordination avec d'autres États, permettront au Chili de lutter efficacement contre ce fléau.

C'est ainsi que l'Exécutif a saisi aux fins de ratification le Parlement de deux accords internationaux des Nations Unies consacrés au terrorisme : la « Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif » et la « Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme ».

La « Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif », adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1997 trouve fondement dans la nécessité impérieuse de prévenir, réprimer et éliminer le terrorisme sous l'une de ses manifestations observées le plus fréquemment ces dernières années, à savoir les attentats terroristes à l'explosif. Elle prévoit à cette fin un ensemble de règles que les États parties doivent incorporer dans leur droit interne aux fins de la répression des infractions créées par la Convention.

La « Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme » adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1999 et signée par le Chili en mai 2000, trouve son origine dans l'impérieuse nécessité d'intensifier la coopération internationale entre les États en vue d'arrêter et d'adopter des mesures efficaces et pratiques pour prévenir le financement du terrorisme et le réprimer en traduisant en justice et en punissant les auteurs.

Le Congrès a ratifié ces deux accords avec une promptitude inhabituelle de sorte que le Président Ricardo Lagos a pu remettre au Secrétaire général de l'ONU les instruments d'adhésion et de ratification correspondants à l'occasion de sa participation à l'Assemblée générale le 10 novembre 2001.

## **Application de la résolution 1373 au Chili**

### **a) Prise de décret**

Le Chili a pris les dispositions voulues pour donner effet à la résolution 1373 (2001). C'est ainsi que le Président de la République a pris le décret 488 du 4 octobre 2001 portant application de la résolution 1373 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 28 septembre 2001, décret dont le texte est joint en annexe au présent rapport. Aux termes dudit décret, les autorités et organismes publics veilleront, chacun en ce qui le concerne, au respect des dispositions de la résolution susmentionnée dont le texte officiel intégral sera publié au Journal officiel.

### **b) Création d'un groupe interministériel**

Le Gouvernement chilien a créé sous la coordination de son Ministre des relations extérieures, un groupe interministériel, où siègent les Ministres de l'Intérieur, de la justice, des finances, le Secrétaire général de la présidence et les conseillers juridiques des ministères en question. Ce groupe étudie les mesures que le Chili pourrait prendre pour donner pleinement effet à la résolution 1373 ainsi qu'aux conventions internationales consacrées au terrorisme auxquelles le Chili est partie en distinguant entre celles qui sont d'application immédiate et celles qui appellent des aménagements de la loi de la part du Parlement et aux fins desquelles les projets de lois nécessaires sont en cours d'élaboration pour soumission au Parlement.

Dans ce contexte, on envisage d'apporter des modifications aux lois relatives aux actes de terrorisme, aux organisations terroristes, à ceux qui les appuient et les financent, et à d'autres questions liées à la lutte contre le terrorisme et ce, essentiellement en matière pénale, de procédure pénale et financière. À cette fin, il sera créé un service du renseignement financier.

## **Réponses aux questions spécifiques posées par le Comité de lutte antiterroriste**

### **Paragraphe 1**

**Au paragraphe 1 b) de sa résolution 1373, le Conseil de sécurité décide que tous les États doivent ériger en infraction la fourniture ou la collecte délibérée par leurs nationaux ou sur leur territoire, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, de fonds que l'on prévoit d'utiliser ou dont on sait qu'ils seront utilisés pour perpétrer des actes de terrorisme.**

**Alinéa a) – Quelles mesures, le cas échéant, ont été prises pour empêcher et réprimer le financement des actes terroristes en plus de celles énumérées dans vos réponses aux questions sur les alinéas 1 b) à 1 d)?**

Le Congrès chilien est saisi d'un projet de modification à la loi portant répression du trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, et qui tend à la création d'un service d'analyse et de renseignement financier chargé d'empêcher que le système financier et d'autres branches de l'activité économique soient utilisés pour perpétrer l'une quelconque des infractions visées par cette loi. Ce service aurait également pour mission d'enquêter sur le financement des activités

terroristes et d'étendre les mesures de lutte contre le trafic de drogues aux opérations financières destinées à financer des activités terroristes.

De même, les banques et institutions financières ont reçu pour instructions de donner suite à certaines recommandations tendant à élargir au terrorisme et aux activités connexes la notion d'activité illicite de blanchiment de l'argent. À cette fin, les organismes compétents ont fait connaître et distribuer les listes envoyées au Gouvernement chilien en application des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qui identifient nommément les personnes et organisations liées au terrorisme international, et ont mené des enquêtes sur ce sujet.

En outre, sur le plan de la justice pénale, on a fait une étude en vue de déterminer les infractions visées par la Convention pour la répression du financement du terrorisme qui doivent être incorporées dans le droit pénal interne (voir sur ce sujet la réponse à l'alinéa b) du paragraphe 1 du questionnaire établi par le Comité). À la date du présent rapport, le Chili est en mesure d'informer le Comité que le Parlement chilien sera saisi, dans les meilleurs délais, d'un projet de loi portant incorporation dans le droit interne d'une infraction spéciale de financement et de collecte de fonds destinés au terrorisme.

**Alinéa b) – Quelles sont les activités énumérées dans cet alinéa qui constituent des infractions dans votre pays et quelles sont les peines applicables?**

Pour déterminer la portée concrète de cette obligation internationale, il convient d'examiner la façon dont le financement du terrorisme est appréhendée dans l'ordre juridique chilien. Cet examen doit évidemment porter sur le Code pénal, et notamment sur la loi 18.314 du 17 mai 1984 qui définit les agissements terroristes et les peines dont ils sont passibles. La situation est actuellement la suivante :

a) **Financement de la commission d'un acte de terrorisme.** Selon les circonstances, les personnes qui concourent au financement d'un acte de terrorisme sont punies en qualité d'auteurs ou, au moins, de complices de l'acte de terrorisme concerné (par simple application des articles 15 No 3 et 16 du Code pénal, qui visent les infractions commises en qualité d'auteur ou de complice). Dans tous les cas, cependant, cette infraction n'est punissable que si l'exécution de l'acte de terrorisme a au moins atteint le stade de la tentative; il y a lieu de noter à cet égard que, selon la loi antiterroriste, la menace sérieuse et vraisemblable ainsi que le complot constituent la tentative, laquelle est passible des mêmes peines que l'infraction effectivement commise, mais atténuées (art. 7 de la loi 18.314). Pour résumer, l'infraction de financement n'est sanctionnée que s'il est possible de la rapporter à un acte de terrorisme concret qui a, au minimum, fait l'objet d'une menace sérieuse et vraisemblable ou d'un complot.

Quant aux peines prévues, elles varient considérablement selon l'infraction terroriste commise, et il serait très difficile de les énumérer en détail (notre législation antiterroriste envisage plus de 25 hypothèses, allant de la simple lésion à l'assassinat et au massacre terroriste). En règle générale, on pourrait dire que les peines sont celles prévues pour les infractions correspondantes de droit commun, aggravées de 1, 2 ou 3 degrés. Toujours en règle générale, et quelle que soit l'hypothèse concernée, il s'agit de peines d'emprisonnement correctionnel ou de réclusion criminelle allant de cinq ans et un jour à 20 ans et à la perpétuité.



b) Il se présente une deuxième variante avec les cas où l'individu concerné finance une association de malfaiteurs à caractère terroriste. Dans ces cas, et sans préjudice de la responsabilité éventuelle d'une infraction terroriste spécifique qu'il pourrait avoir à assumer conformément au paragraphe a) ci-dessus (art. 294 *bis* du Code pénal), le prévenu encourt une peine d'emprisonnement correctionnel de brève ou moyenne durée, selon que l'association en question a été constituée en vue de commettre des crimes ou de simples délits (art. 294 du Code pénal). Cette peine est augmentée, dans l'un et l'autre cas, de un degré (art. 3 de la loi 18.314 : de 541 jours à trois ans dans le premier cas et de trois ans et un jour à cinq ans dans le deuxième). Encore faut-il pour cela que l'auteur du financement ne soit pas l'un des dirigeants ou l'un des instigateurs de l'association de malfaiteurs à caractère terroriste. Dans ce cas en effet, il encourt les peines prévues à l'article 293 aggravées de deux degrés (c'est-à-dire passant de la réclusion à perpétuité simple – qui envisage une libération conditionnelle après 20 ans de réclusion – à la réclusion à perpétuité qualifiée – qui envisage une libération conditionnelle après 40 ans, si l'association illicite en question a pour objet la commission de crimes; et la réclusion criminelle à temps allant de cinq ans et un jour à 15 ans si l'association en question a pour objet la commission de simples délits)<sup>1</sup>.

**Alinéa c) – Quelles dispositions législatives ou procédures existent dans votre pays pour le gel des comptes et avoirs détenus dans les banques et institutions financières? Il serait utile que les États donnent des exemples des mesures pertinentes qu'ils auront prises.**

Du point de vue du droit interne, s'il est vrai que la procédure pénale chilienne ne connaît pas la notion de « gel des comptes », on n'en trouve pas moins dans le Code pénal et le Code de procédure pénale un certain nombre de dispositions tendant à garantir que la responsabilité financière de l'accusé et des tiers responsables au civil est effectivement engagée. Il est possible de procéder à la saisie, au séquestre provisoire ou à la confiscation d'avoirs liés au terrorisme en invoquant une infraction pénale spécifique et en engageant une procédure judiciaire à cet effet.

Tant le Code pénal que les codes de procédure pénale contiennent une série de dispositions qui permettent de donner plein effet à l'obligation de gel des fonds évoquée dans la question en rubrique.

Le Code pénal (art. 21 et 31<sup>2</sup>)<sup>3</sup> fait de la confiscation une peine complémentaire, obligatoire pour tout crime ou délit.

<sup>1</sup> Il ressort de ce qui précède que, pour répondre à l'obligation internationale d'incrimination, la législation chilienne devra être complétée de façon à couvrir les cas ci-après :

a) La mise à disposition de fonds que l'on ne peut rapporter ni à une association de malfaiteurs à caractère terroriste précise ni à des infractions terroristes concrètes; et  
b) La collecte antérieure de fonds.

On trouvera ci-après dans la réponse à la question relative à l'alinéa b) une analyse de ces lacunes et une proposition tendant à les combler.

<sup>2</sup> Art. 31. Toute peine sanctionnant un crime ou un délit entraîne la confiscation des choses produites par le délit et de celles qui ont servi à le commettre, sauf les cas où elles appartiennent à un tiers qui n'est pas responsable du crime ou du délit en question.

<sup>3</sup> Il convient de noter ici que notre Constitution politique n'interdit pas la peine de confiscation en ce qui regarde les associations de malfaiteurs [art. 19, No 7 g)].

De leur côté, les codes de procédure pénale énoncent un certain nombre de mesures qui permettent la saisie conservatoire ou le séquestre provisoire des avoirs liés au terrorisme pendant l'instruction d'une affaire et son jugement (Nouveau Code de procédure pénale, par. 3 – Actes d'information du Titre premier du Livre deuxième, soit les articles 187<sup>4</sup>, 215<sup>5</sup>, 217<sup>6</sup>; Code de procédure pénale, art. 114<sup>7</sup>). De même, l'un et l'autre codes donnent au juge la possibilité de prendre des mesures conservatoires en vue de garantir l'exécution des sanctions civiles ou financières éventuellement prononcées contre le prévenu : blocage de fonds, saisie, nomination de séquestres ou interdiction de conclure des accords ou des contrats (Nouveau Code de procédure pénale, art. 157<sup>8</sup>; Code de procédure pénale, Titre X du Livre deuxième, art. 380 sq.).

<sup>4</sup> Art. 187. *Objets, documents et instruments*. Les objets, documents et instruments **de quelque type que ce soit** qui semblent avoir servi ou **avoir été destinés** à commettre l'acte sur lequel porte l'enquête, ou ceux **qui en proviennent** ou **qui pourraient servir de pièces à conviction**, comme ceux qui se trouvent sur les lieux de l'acte auquel se réfère l'alinéa c) de l'article 83, doivent être recueillis, enregistrés et mis sous scellé. Dans tous les cas, il est établi un procès-verbal de la perquisition conforme aux règles en la matière.

Si les objets, documents et instruments se trouvent en possession de l'accusé ou d'une autre personne, il est procédé à leur saisie conformément aux dispositions du présent titre. Cependant, dans le cas d'objets, de documents et d'instruments trouvés en possession d'un prévenu appréhendé en application des dispositions de l'alinéa b) de l'article 83, il pourra être procédé à leur saisie avec effet immédiat.

<sup>5</sup> Art. 215. *Objets et documents non liés à l'acte visé par l'enquête*. Si, au cours d'une perquisition, sont découverts des objets ou documents qui permettent de soupçonner **l'existence d'une infraction distincte** de celle qui constitue le fond de l'affaire pour laquelle a été délivré le mandat de perquisition, il pourra être procédé à leur saisie sur ordonnance préalable du juge. Lesdits objets ou documents sont conservés par le procureur.

<sup>6</sup> Art. 217. *Saisie d'objets et documents*. Les objets et documents liés à l'infraction sur laquelle porte l'enquête, ceux qui sont susceptibles de faire l'objet d'une confiscation et ceux qui peuvent servir comme moyens de preuve seront saisis sur ordonnance du juge délivrée sur requête du Procureur lorsque la personne en possession de qui ils se trouvent ne les met volontairement à disposition ou si une demande de mise à disposition volontaire risque de compromettre le succès de l'enquête.

Si les objets et documents se trouvent en possession d'une personne autre que le prévenu, au lieu d'en ordonner la saisie ou avant de le faire, le juge peut citer cette personne à comparaître pour lui demander de les mettre à disposition. Sont appliquées, dans ce cas, les mesures de contraintes prévues pour les témoins. Ne peuvent cependant être citées à comparaître les personnes à qui la loi reconnaît le droit de ne pas faire de déposition.

<sup>7</sup> Art. 114 (135). Les instruments, armes ou objets de quelque catégorie que ce soit qui semblent avoir servi ou avoir été destinés à commettre l'infraction, de même que les produits qui en proviennent, qu'ils soient en possession du prévenu ou d'une autre personne, sont recueillis par le juge, qui ordonne de les mettre sous scellé et d'en dresser un procès-verbal, lequel sera signé, s'il est possible, par la personne en possession de laquelle ils ont été trouvés.

Le juge adopte les mesures nécessaires pour que les objets ainsi recueillis soient conservés dans le meilleur état possible.

<sup>8</sup> Art. 157. *Procédure applicable aux mesures conservatoires*. Au cours de l'instruction, le parquet ou la victime peuvent demander par écrit au juge (*juez de garantía*) qu'il prenne à l'encontre du prévenu une ou plusieurs des mesures conservatoires prévues au Titre V du Livre deuxième du Code de procédure civile. Dans ce cas, les requêtes respectives suivront les procédures et modalités prévues au Titre IV du même livre. Cependant, une fois accordée la mesure concernée, le délai d'introduction de l'instance sera prolongé selon les délais prévus à l'article 60.

De la même façon, lorsque la victime intente une action au civil, elle peut demander que soit adoptée une ou plusieurs de ces mesures conservatoires.

Le Code de procédure pénale, en ses articles 380 et suivants, traite de la saisie d'avoirs et autres mesures conservatoires. Ainsi par exemple, sont concernés les biens du prévenu ou des tiers civilement responsables afin de garantir l'exécution des sanctions financières susceptibles d'être prononcées contre eux; tant que ces sanctions n'ont pas été imposées par un jugement exécutoire, la saisie reste conservatoire (art. 382 du Code de procédure pénale). Le même Code de procédure pénale prévoit la possibilité d'adopter à l'égard des biens du prévenu et des tiers civilement responsables les mesures conservatoires énoncées au Titre V du Livre deuxième du Code de procédure civile. Ces mesures conservatoires sont les suivantes : saisie de l'objet visé par la requête, désignation d'un ou plusieurs séquestres, séquestre provisoire de biens déterminés et interdiction de conclure des contrats et accords portant sur des biens déterminés. Enfin, au cours de l'instruction, le juge peut saisir les instruments, armes et objets de quelque catégorie que ce soit qui semblent avoir servi ou avoir été destinés à commettre l'infraction, de même que les produits qui en proviennent, qu'ils soient en possession du prévenu ou d'une autre personne (art. 114 du Code de procédure pénale). Ces instruments ou produits du délit pourront finalement faire l'objet d'une confiscation sur décision de la juridiction de jugement (art. 504 du Code de procédure pénale) et être remis à l'autorité compétente, détruits ou vendus aux enchères publiques (art. 672 sqq. du Code de procédure pénale).

Pour ce qui est des dispositions législatives spéciales, il convient de mentionner l'article 19 de la loi 19.366 portant répression du trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, qui autorise expressément, en cas d'information ouverte pour une infraction entrant dans le champ d'application de l'article 12 de cette loi, le juge du fond (*juez del crimen*) peut adopter diverses mesures conservatoires, et notamment ordonner de bloquer les dépôts de quelque nature que ce soit détenus par des banques ou autres établissements financiers.

Enfin, il convient de mentionner que notre Constitution politique n'interdit pas la peine de confiscation dans le cas des associations de malfaiteurs [art. 19, No 7 g)].

Hors les dispositions décrites plus haut, qui ressortissent du droit pénal, il convient de signaler qu'il n'existe pas, dans l'ordre juridique chilien, de lois spéciales permettant d'imposer par la voie administrative le gel de comptes bancaires ou d'avoirs.

Il en résulte que, pour imposer quelque mesure que ce soit qui permette de geler des avoirs, le juge doit ouvrir une information judiciaire visant des infractions relevant de la juridiction des tribunaux chiliens.

Ce qui précède n'exclut pas qu'il puisse être donné une suite favorable, au Chili, à des demandes émanant de l'étranger à l'effet de geler des avoirs, à condition qu'elles soient formulées dans le cadre d'une instance introduite par un tribunal étranger et présentées sous forme de commission rogatoire. Il convient à cet égard de noter que l'autorité appelée à se prononcer sur l'admissibilité des commissions rogatoires est la Cour suprême de justice et que, une fois déclarées admissibles, lesdites commissions rogatoires sont exécutées par le juge compétent.

L'adoption des mesures législatives nécessaires pour pouvoir geler des comptes et avoirs détenus par des banques et établissements financiers est actuellement à l'étude.

**Alinéa d) – Quelles sont les mesures mises en place dans votre pays pour interdire à ses nationaux ou à toute personne ou entité se trouvant sur son territoire de mettre des fonds, avoirs financiers, ressources économiques, services financiers ou autres services connexes à la disposition, directement ou indirectement, de personnes qui commettent ou tentent de commettre des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent, d'entités appartenant à ces personnes ou contrôlées directement ou indirectement par elles et de personnes et entités agissant au nom ou sur instructions de ces personnes?**

Cette prescription résulte de l'incrimination du financement du terrorisme. Or elle est déjà mise en oeuvre par le simple jeu de notre ordre juridique dans son ensemble – respectueux des droits de l'homme, démocratique et sanctionnant les actes de terrorisme –, sans qu'il soit nécessaire pour autant d'ériger le financement du terrorisme en infraction autonome. En outre, tant les dispositions de l'article 294 du Code pénal relatives aux associations de malfaiteurs (qui sanctionnent *tout individu qui appartient à une association de malfaiteurs et notamment ceux qui, volontairement et en connaissance de cause, lui fournissent moyens et instruments en vue de commettre des crimes, hébergement, abris clandestins ou lieux de réunion*), que les dispositions générales relatives à la *complicité* et au *recel* énoncées dans le même code, permettent de mettre en oeuvre l'interdiction prescrite par la résolution.

## **Paragraphe 2**

**Alinéa a) – Quelles mesures législatives ou autres avez-vous mises en place pour donner effet à l'alinéa a) du paragraphe 2 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité qui dispose que tous les États doivent s'abstenir d'apporter quelque forme d'appui que ce soit, actif ou passif, aux entités ou personnes impliquées dans des actes de terrorisme notamment en réprimant le recrutement de membres de groupes terroristes et en mettant fin à l'approvisionnement en armes des terroristes? En particulier, quelles sont les sanctions pénales prévues pour réprimer i) le recrutement de membres de groupes terroristes, et ii) l'approvisionnement en armes de terroristes? Quelles autres mesures avez-vous prises pour empêcher ces activités?**

La législation pénale prévoit ce qui suit :

i) Le **recrutement de membres de groupes terroristes** est réprimé dans le cadre du délit d'association illicite. En effet, ce recrutement présuppose, de par sa nature même, l'existence d'une association illicite. Il va donc sans dire que ce type d'agissement est sanctionné à ce titre en vertu du paragraphe 5 de l'article 2 (association terroriste illicite) de la loi No 18.314 sur les délits terroristes et des articles 292 et suivants du Code pénal. Voir également les observations figurant ci-après à l'alinéa ii) en rapport avec l'article 294 du Code pénal et l'article 8 de la loi sur la limitation des armements;

ii) S'agissant de l'**approvisionnement en armes**, l'article 294 du Code pénal prévoit de sanctionner tout individu ayant fait partie de l'association (non en qualité de chef ou dirigeant – cas pour lequel l'article 293 prévoit une peine plus sévère – mais simplement en tant que collaborateur) et en particulier ceux qui, en toute connaissance de cause (c'est-à-dire au fait du caractère illicite – des objectifs – de l'association) et de manière volontaire, ont fourni

les moyens et instruments nécessaires pour commettre ces crimes, un logement ou un lieu où se cacher ou se réunir. Il convient de noter l'importance de cet article dans le cadre de la répression des délits terroristes en général. Il convient notamment de prendre acte de la référence à ceux qui ont fourni les moyens et instruments nécessaires pour commettre ces crimes et de garder à l'esprit le fait que l'article qui, auparavant, mentionnait de façon spécifique « chevaux, armes, munitions et instruments » a été modifié par le décret-loi No 2.621 de 1979 afin d'en élargir la portée et de parvenir à la formule générique actuelle « moyens et instruments ». Il est donc possible de déduire, en se fondant sur l'évolution dûment étayée du libellé de cet article, que l'approvisionnement en armes constitue sans aucun doute un délit passible de sanctions.

On peut également faire valoir que le recrutement de membres de groupes terroristes est un délit punissable dans la mesure où il revient à fournir des moyens (bien qu'il s'agisse là d'une interprétation discutable). De même, le concept de fourniture d'un lieu où se cacher ou se réunir pourrait s'avérer utile pour sanctionner les délits de recel ou de collaboration secrète habituellement associés à des états ou gouvernements (la peine ne s'appliquant toutefois à l'évidence qu'à des personnes physiques).

Il convient enfin de faire référence à un type de délit défini dans la loi No 17.798 sur la limitation des armements punissable, parallèlement, selon toute apparence, au délit d'association terroriste illicite, dans nombre de cas de recrutement et d'approvisionnement en armes. Nous nous référons ici au délit mentionné à l'article 8 de ladite loi qui concerne l'association illicite en vertu de la loi sur la limitation des armements qui dispose que ceux qui organisent, financent et équipent des milices privées, des groupes de combat ou des entités organisées militairement, disposant de certains des éléments indiqués à l'article 3 (en général des armes à feu et des explosifs), en sont membres ou invitent ou incitent d'autres personnes à les créer ou à les diriger seront passibles d'une peine de réclusion criminelle à temps d'une durée variable.

Encourent cette peine, d'une durée moindre, ceux qui en toute connaissance de cause, participeront à la création ou à l'animation de milices privées, de groupes de combat ou d'entités organisées militairement, disposant de certains des éléments indiqués à l'article 3.

...

Si les délits auxquels il est fait référence dans les alinéas susmentionnés ont été commis par des membres des forces armées ou des forces de l'ordre, en service actif ou à la retraite, la peine aura une durée supérieure.

...

En période de guerre, les peines mentionnées aux alinéas 1 et 3 de l'article iront, respectivement, de la réclusion criminelle de durée intermédiaire à la réclusion à perpétuité, et de la réclusion criminelle de courte durée à la réclusion à perpétuité<sup>9</sup>.

<sup>9</sup> Art. 8 de la loi No 17.798 sur la limitation des armements.

La pertinence de l'article invoqué afin de sanctionner les agissements en question est évidente. Il existe de fait de nombreux cas où le délit mentionné a été puni (malheureusement de manière excessive, la peine applicable à l'association terroriste illicite et celle concernant l'association illicite au titre de la limitation des armements ayant été appliquées conjointement; il faut toutefois se féliciter de la tendance récente à remédier au problème en se fondant sur la théorie du cumul qui s'appuie apparemment sur le principe de *ne bis in idem*).

iii) S'agissant de la question concernant les autres mesures prises pour empêcher les activités mentionnées aux alinéas i) et ii), il convient de noter qu'en matière de prévention, il importe avant tout de créer un réseau de coopération et de renseignement permettant d'identifier ou de reconnaître tout actif provenant de la perpétration d'actes terroristes ou destiné à leur financement. C'est à cet égard, à la future agence nationale de renseignement qu'il incombera de jouer un rôle fondamental<sup>10</sup>. Il est également essentiel de mettre au point des normes juridiques ou administratives afin de faire en sorte que les banques et organismes financiers adoptent des mesures de sécurité (comme le contrôle et le suivi des transactions bancaires ou financières suspectes et l'établissement de rapports y afférents; l'identification détaillée et rigoureuse des titulaires des comptes bancaires, en particulier lorsqu'il s'agit de personnes morales; la conservation des documents et relevés expliquant les transactions bancaires, etc.).

**Alinéa b) – Quelles autres mesures avez-vous prises pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis et, en particulier, quels mécanismes d'alerte rapide avez-vous mis en place pour pouvoir échanger des renseignements avec d'autres États?**

Le Gouvernement a mis en place, en collaboration avec la police, une série de mesures tendant à prévenir les actes terroristes sur le territoire national et favorisant la coordination avec la communauté internationale. Ces mesures spéciales sont principalement les suivantes :

- a) Intensification des travaux de l'équipe interinstitutionnelle de lutte contre le terrorisme composée de spécialistes appartenant aux carabiniers, à la police judiciaire chargée des enquêtes et à la Direction de la sécurité publique et de l'information, qui joue le rôle d'organisme de coordination;
- b) Renforcement des contrôles aux frontières aussi bien aux postes autorisés qu'aux points de passage non autorisés;
- c) Amélioration de la sécurité des ambassades, résidences, entreprises et personnalités publiques;
- d) Révision de la politique relative à l'octroi et à la dispense de visas;
- e) Mise en place d'une commission interministérielle chargée d'analyser les menaces de bioterrorisme et adoption d'un plan d'urgence adéquat;
- f) Réalisation de travaux d'analyse permanents au niveau des membres du Comité consultatif de renseignement qui est composé de civils et de militaires;

<sup>10</sup> Il convient de noter à cet égard que le Gouvernement a soumis au Parlement le projet de loi portant création de l'Agence nationale de renseignement.

g) Participation aux travaux du Comité interaméricain de lutte contre le terrorisme qui relève de l'Organisation des États américains (OEA);

h) Participation aux travaux du Groupe de travail permanent sur le terrorisme créé dans le cadre de réunions des ministres de l'intérieur du Marché commun du Sud (MERCOSUR);

i) Réalisation de travaux d'analyse permanents de l'évolution du conflit international actuel.

Les carabiniers ont indiqué qu'ils avaient modifié de manière permanente leurs programmes de recherche d'informations en assurant un suivi constant des groupes ou personnes soupçonnés d'être liés à des activités terroristes et en analysant les renseignements obtenus sur la base des documents disponibles.

La police judiciaire a, quant à elle, renforcé ses unités tactiques et stratégiques et entrepris de rester en contact permanent et de coordonner ses efforts avec l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol) et les services de renseignement, de lutte contre la drogue et de l'immigration, non seulement par les voies administratives mais également par le biais d'une filière technique de communication directe, afin de suivre les mouvements des étrangers soupçonnés d'avoir des liens avec des terroristes ou ayant commis des actes illicites.

En vue d'échanger des données d'expérience sur le terrorisme international, des policiers chargés du renseignement ont participé à des séminaires organisés en Uruguay et au Brésil. L'objectif en était de coordonner les stratégies de lutte contre le terrorisme mises en oeuvre dans chaque pays et de se faire une idée générale de la question afin d'harmoniser les politiques ayant trait aux enquêtes et à l'échange d'informations.

Pour empêcher l'entrée sur le territoire chilien de personnes liées au terrorisme, instruction a été donnée au personnel du Bureau central national d'Interpol, qui dispose en permanence d'un responsable de la police judiciaire au Secrétariat général, dont le siège est à Lyon (France), ainsi que de deux agents au siège sous-régional à Buenos Aires, de maintenir des contacts de caractère administratif et technique avec ses collaborateurs afin d'utiliser au mieux les mécanismes sûrs et rapides d'échange d'informations et de documents existant en la matière, de communiquer tout renseignement relatif au terrorisme international aux responsables nationaux du contrôle des frontières, car il s'agit là d'un système dont l'utilité a été reconnue dans le domaine de la lutte contre le terrorisme vu qu'il permet de donner une alerte rapide.

Sur le plan de la sécurité nationale, la police judiciaire chilienne coordonne en permanence, aux niveaux administratif et technique, ses activités avec celles de la Direction de la sécurité publique et du renseignement, ce qui permet de prévoir et de réagir comme il convient à tout incident lié au terrorisme.

Pour ce qui est de l'échange de renseignements, des contacts réguliers sont maintenus avec des homologues de divers pays, ce qui permet d'approfondir les connaissances que l'on a des groupes terroristes opérant au niveau international, en particulier ceux qui sont d'origine islamique, et de renforcer et faciliter la mise en commun d'informations opérationnelles.

S'agissant de la question du bioterrorisme, une coordination a été établie avec les organismes compétents concernant le traitement et la manipulation de substances inconnues et l'on a déjà commencé à enquêter sur l'origine de lettres suspectes.

### **Questions liées au droit d'asile et à la fourniture d'un sanctuaire**

**Alinéa c) – Existe-t-il des lois ou des procédures interdisant de donner asile aux terroristes, par exemple des lois visant à exclure ou à expulser ceux qui financent, planifient ou commettent des actes de terrorisme ou les facilitent, ou fournissent un sanctuaire aux terroristes? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures prises à cette fin.**

### **Paragraphe 3**

**Alinéa f) – Quels lois, procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour vous assurer que les demandeurs d'asile n'ont pas participé à des activités terroristes avant de leur octroyer le statut de réfugié? Veuillez citer des exemples à ce sujet.**

**Alinéa g) – Quelles procédures avez-vous mises en place pour empêcher que les terroristes ne détournent à leur profit le statut de réfugié? Veuillez donner des détails sur les lois ou les procédures administratives qui empêchent que la revendication de motivations politiques ne soit considérée comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés. Veuillez citer les cas pertinents.**

Il convient de se souvenir que notre législation en matière d'immigration, telle qu'elle figure dans le décret-loi No 1.094 de 1975 et le décret spécial No 597 de 1984, dispose qu'il est permis de refuser aux étrangers l'entrée dans le pays et de les expulser ou de refuser à des étrangers liés à des actes terroristes d'octroyer des titres de séjours et de révoquer ces derniers.

Les informations nécessaires à la prise de l'une quelconque des mesures relatives à l'immigration susmentionnées sont reçues ou obtenues des autorités policières concernées qui signalent toutes les infractions ou conduites criminelles qu'elles ont constatées dans l'exercice de leurs fonctions ou au sujet desquelles les services de l'immigration leur ont demandé de faire rapport. Ces renseignements ne concernent pas seulement les actes commis à l'intérieur du pays mais s'appuient également sur l'ensemble des informations recueillies par Interpol dans divers pays du monde.

Les informations peuvent également provenir des tribunaux qui, conformément aux dispositions de notre législation en matière d'immigration, sont tenus de signaler aux services de l'immigration tout délit commis par un citoyen étranger.

Enfin, les pays du MERCOSUR, la Bolivie et le Chili sont convenus d'échanger des informations sur les personnes interdites d'entrée, expulsées et recherchées dans les pays membres. Cette coordination permet aux services d'immigration de la région de disposer d'éléments d'information complémentaires avant d'octroyer un titre de séjour.



Pour ce qui est de la question du droit d'asile et de la fourniture d'un sanctuaire dans notre pays, celle-ci est régie par la Convention relative au statut des réfugiés, adoptée à Genève le 28 juillet 1951, son Protocole additionnel, adopté en 1967, et le décret-loi No 1.094 de 1975, sur l'immigration, modifié par la loi No 19.476 de 1996 et le décret spécial No 597 de 1984 sur l'immigration modifié par le décret spécial No 2.518 de 1997.

Notre législation interne se réfère de manière générale aux conventions internationales en la matière auxquelles a adhéré le Gouvernement chilien. C'est par conséquent aux alinéas c), d), et) et f) de l'article 1 de la Convention relative au statut des réfugiés que l'on trouve les motifs de rejet de demandes d'asile ou de statut de réfugié.

D'autre part et à titre de garantie supplémentaire, la loi No 19.476 de 1996 a inclus dans la législation sur la question la Commission l'octroi du statut de réfugié dont la mission est de conseiller l'autorité chargée de statuer sur les demandes présentées. Cette commission est habilitée à demander et obtenir toute information qu'elle juge pertinente afin de permettre à l'autorité supérieure de prendre des décisions aussi solidement étayées que possible.

Parmi les documents demandés par la Commission figurent les fichiers de police et les casiers judiciaires des demandeurs obtenus par l'intermédiaire des bureaux d'Interpol situés dans le monde entier et les dossiers réclamés aux représentants consulaires du Chili dans les différents pays. Les informations ainsi recueillies sont complétées par les rapports établis par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Il est enfin nécessaire de garder à l'esprit le fait qu'à l'instar de la demande de titre de séjour présentée par un étranger, la demande d'asile peut être rejetée ou révoquée en application des dispositions de notre législation sur l'immigration. Des mesures d'expulsion ou d'interdiction d'entrée sur le territoire peuvent être prises à l'encontre d'un réfugié si les informations obtenues à son sujet l'exigent.

## **Paragraphe 2**

**Alinéa d) – Existe-t-il des lois ou des procédures empêchant que des terroristes n'utilisent votre territoire pour commettre des actes de terrorisme contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États? Il serait utile que les États donnent des exemples des mesures prises à cette fin.**

Les dispositions générales visant à prévenir et réprimer les actes terroristes, telles qu'elles figurent dans le présent rapport, sont applicables à cet égard.

Il convient en outre d'appeler l'attention sur la création de l'Agence nationale de renseignement qui, en établissant un réseau de renseignement visant à prévenir les actes de terrorisme, aura une fonction de prévention. Il faut également mentionner la création d'un service du renseignement financier dont le mandat sera d'empêcher quiconque d'utiliser le secteur financier ou d'autres secteurs de l'économie pour commettre l'un des délits susmentionnés. Ce service aura notamment pour fonctions d'enquêter sur le financement des activités terroristes. Les activités qu'il mènera pour lutter contre le trafic des drogues s'étendront aux opérations financières visant à financer des actes terroristes.

**Alinéa e) – Quelles mesures ont été prises pour que les actes de terrorisme soient érigés en infractions graves et pour que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes? Prière de donner des exemples des condamnations obtenues et des peines prononcées.**

Comme on l'aura déjà noté dans le présent rapport, c'est la loi 18.314 (du 17 mai 1984) déterminant en quoi consiste l'acte terroriste et fixant les peines applicables, qui est la loi de référence, en vertu de laquelle l'acte terroriste est érigé en infraction grave, passible de peines aggravées en proportion de la gravité. Comme on l'a vu plus haut, en règle générale, les peines applicables sont plus lourdes (d'un, deux ou trois degrés) que les peines dont sont passibles les délits de droit commun. Il convient de préciser, en outre, que la loi 18.314 réprime la tentative, la menace et la conspiration aux fins de la commission d'actes terroristes. D'autre part, cette loi exclut toute possibilité de mise en liberté sous condition (pendant le procès) toute peine de substitution non privative de liberté ou toutes mesures d'allègement en milieu pénitentiaire. L'énumération complète des condamnations sanctionnant des actes terroristes dont fait état la jurisprudence chilienne déborderait largement le cadre du présent rapport vu l'énorme quantité de jugements prononcés dans ce domaine. D'une manière générale, les peines infligées pour association illicite à des fins terroristes sont pour la plupart des peines de réclusion criminelle à temps de moyenne sévérité, soit de 10 ans et un jour (on citera à titre d'exemple les jugements de la Cour martiale en vertu desquels ont été condamnés, chacun à 10 ans et un jour de réclusion, une dizaine d'inculpés). Des peines de réclusion à perpétuité ou de 15 ans et un jour ont également été prononcées pour homicide terroriste.

**Alinéa f) – Quels mécanismes et procédures ont été mis en place pour aider les autres États lors des enquêtes criminelles et autres procédures portant sur le financement d'actes de terrorisme ou l'appui dont ces actes ont bénéficié, y compris l'assistance en vue de l'obtention des éléments de preuve qui seraient en leur possession et qui seraient nécessaires à la procédure? Prière de donner des détails sur la manière dont ces mécanismes et procédures ont été utilisés dans la pratique.**

Les procédures judiciaires applicables sont en règle générale conformes aux normes régissant les commissions rogatoires. La norme qui régit au Chili le déroulement des procédures judiciaires entamées à la requête d'un tribunal (ou du ministère public) étranger – y compris les requêtes concernant l'obtention des preuves – est l'article 76 du Code de procédure civile qui s'applique également en matière pénale. Conformément audit article, ces requêtes sont traitées de la manière prévue par les traités en vigueur ou, à défaut, conformément aux principes généraux du droit international en la matière. Le Ministère des relations extérieures réceptionne les requêtes des tribunaux étrangers transmises par l'intermédiaire des ambassades respectives qu'il transmet à son tour, vérification faite qu'elles sont bien présentées dans les formes, à la Cour suprême à laquelle il appartient de se prononcer sur le bien-fondé de ces requêtes. Si la Cour suprême juge qu'une requête doit donner lieu à commission rogatoire, elle saisit le juge compétent qui procédera aux actes requis. Cela fait – ou une fois certifiée l'impossibilité d'agir – le juge est dessaisi de l'affaire qui est renvoyée par les mêmes voies aux tribunaux étrangers.

Faute de traité, la Cour suprême applique en cette matière – en tant que principe de droit international – les normes de la Convention relative au droit

international privé (Code Bustamante) adoptée le 20 février 1928. Dans son article 389, cet instrument dispose : « Il appartient au juge requérant de décider de sa propre compétence, de la légalité et de l'opportunité de l'acte ou de la preuve, sans préjudice de la juridiction du juge requis. » L'article 390 dispose : « Le juge requis décidera sur sa propre compétence *ratione materiae* pour l'action dont il est saisi. » Il est pareillement stipulé à l'article 391 que « Celui qui reçoit une requête ou commission rogatoire doit se conformer quant à son objet à la loi de son commettant et quant à la forme d'exécution à sa propre loi. »

En ce qui concerne l'entraide extrajudiciaire, les actes et procédures qui ressortissent présentement aux polices (procédures administratives internes) ressortiront à l'avenir à l'Agence nationale de renseignement et à la Cellule d'analyse et de renseignement financiers.

**Alinéa g) – Comment les contrôles effectués aux frontières du Chili empêchent-ils les mouvements de terroristes?**

Pour ce qui concerne la prévention du terrorisme au niveau des contrôles aux frontières, on notera que le Chili maintient des postes aux frontières des pays voisins, où des services publics fonctionnent toute l'année. Il existe aussi des passes contrôlées aux frontières de la République d'Argentine, qui sont impraticables en hiver pour des raisons climatiques.

Le contrôle frontalier principal pour ce qui concerne la prévention du terrorisme est le contrôle des migrations. Celui-ci s'effectue essentiellement de deux manières : a) par communication directe entre les responsables des services d'immigration et leurs homologues des pays voisins (Pérou, Bolivie et Argentine) concernant les mouvements de personnes qui traversent la frontière; b) grâce à la coopération policière internationale, dans le cadre de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol). Les papiers d'identité et documents de voyage sont en outre contrôlés à l'entrée et à la sortie du pays, au moyen de systèmes informatiques nationaux et de bases de données.

### **Paragraphe 3**

#### **Questions concernant l'échange d'informations**

**Alinéa a) – Quelles mesures ont été prises pour intensifier et accélérer l'échange d'informations opérationnelles, concernant en particulier les actions ou les mouvements de terroristes ou de réseaux de terroristes, les documents de voyage contrefaits ou falsifiés, le trafic d'armes, d'explosifs ou de matières sensibles, l'utilisation des technologies de communication par des groupes terroristes et la menace que constituent les armes de destruction massive en la possession de groupes terroristes? (Mesures internes)**

**Alinéa b) – Quelles mesures ont été prises pour échanger des renseignements conformément au droit international et national et pour coopérer sur les plans administratif et judiciaire afin de prévenir les actes de terrorisme?**

Le forum où se rencontrent les ministres de l'intérieur des pays du MERCOSUR, de la Bolivie et du Chili est le cadre de réunions régulières donnant lieu à toute une série d'activités conjointes qui ont pour objet d'améliorer la sécurité de la région. C'est dans ce contexte qu'a été créé un système d'échange d'informations, afin de donner application aux actions définies dans le Plan général de coopération et de coordination réciproque aux fins de la sécurité régionale qui traite en son chapitre VII de la question du terrorisme.

Les arrangements adoptés lors de la dernière réunion, au mois de novembre dernier, portent, notamment, sur les points suivants :

- i) Création, dans le cadre de la Réunion des ministres de l'intérieur des pays du MERCOSUR, d'un forum spécialisé pour l'échange et l'analyse des renseignements concernant le terrorisme. Des réunions de représentants des organes politiques et de fonctionnaires des services techniques d'organismes spécialisés ou des services de renseignement de chacun des États parties seront convoquées régulièrement et organisées par le Président en exercice à titre provisoire de la Réunion;
- ii) Ledit forum sera constitué en principe du Groupe de travail permanent (GTP), dont dépendra le Groupe de travail spécialisé dans la lutte contre le terrorisme (GTS);
- iii) Création d'un système intégré d'échange d'informations qui regroupe les données disponibles sur les individus ou les organisations susceptibles, effectivement ou potentiellement, d'appuyer ou d'exécuter des actes terroristes. Dans ce système seront intégrés, après évaluation préalable, tous les renseignements recueillis aux différents niveaux opérationnels;
- iv) Création d'un système de consultation rapide entre organismes spécialisés ou services de renseignement des États parties qui permette d'agir rapidement en collaboration face à des situations concrètes de risque terroriste, par des mesures de précaution spécifiques et un accès ouvert à l'information;
- v) Échange d'expériences et formation de techniciens et de spécialistes, y compris grâce aux apports de pays tiers, afin d'améliorer la formation professionnelle des ressources humaines des pays signataires;
- vi) Analyse ou investigations visant l'identification d'agents dont les intérêts seraient liés à l'activité terroriste internationale.
- vii) Établissement d'un formulaire type aux fins des investigations concernant les activités terroristes, pour faciliter l'échange d'informations entre les États parties.
- viii) Mise en place de mécanismes de prévention concernant la lutte contre le bioterrorisme. À cette fin s'échangeront des renseignements sur les laboratoires ou les industries qui génèrent des facteurs de production ou des technologies pouvant servir à la fabrication d'armes chimiques et biologiques.
- ix) Établissement d'une étude comparative de la législation relative au terrorisme des États appartenant au MERCOSUR et du droit positif en vigueur sur le continent et dans d'autres parties du monde.

- x) Partage de l'information concernant les répercussions qu'ont les actes terroristes sur la population de chacun des États parties et associés de manière à avoir une vision actualisée de l'évolution du phénomène terroriste.

On notera aussi que le Chili a participé à la première Réunion spéciale du Comité interaméricain contre le terrorisme (CICTE), à laquelle il a envoyé une délégation d'experts qui a exposé devant le Comité les mesures prises par le Gouvernement chilien à l'égard du terrorisme et l'application qui a été faite des résolutions des organismes multilatéraux. À cette occasion, le Chili a réaffirmé son appui à l'OEA en tant qu'entité coordinatrice de la politique antiterroriste de l'Amérique du Sud et a apporté, en outre, une contribution volontaire au budget du Comité. Il a également offert de collaborer spécialement à l'échange d'informations au sein de la troisième Sous-Commission des contrôles aux frontières (présidée par le Pérou), qui venait d'être créée à l'occasion de cette réunion.

**Alinéa c) – Quelles mesures ont été prises pour coopérer, en particulier dans le cadre d'accords et d'arrangements bilatéraux et multilatéraux, afin de prévenir et de réprimer les actes de terrorisme et de prendre des mesures contre les auteurs de tels actes?**

Le Chili, qui a déposé le 10 novembre 2001 son instrument d'adhésion à la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, de 1997, et son instrument de ratification de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme de 1999, adoptées l'une et l'autre par l'Assemblée générale des Nations Unies, est devenu ainsi partie à tous les instruments multilatéraux de caractère universel dans le domaine considéré. On trouvera en annexe au présent rapport la liste des instruments qui sont mentionnés, avec la date de ratification ou d'adhésion, selon le cas. Le Chili a participé également, en coordination avec le Groupe de Rio, aux négociations qui ont eu lieu dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies concernant une convention générale contre le terrorisme et une convention relative au terrorisme nucléaire. Il a activement participé dans le même esprit aux négociations visant l'adoption d'une convention interaméricaine contre le terrorisme, qui se sont déroulées dans le cadre de l'Organisation des États américains.

**Alinéa d) – Quelles sont les intentions du Gouvernement chilien en ce qui concerne la signature ou la ratification des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme, y compris la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, en date du 9 décembre 1999?**

Comme on l'a dit précédemment, le Chili est partie à toutes les conventions et protocoles internationaux à vocation universelle relatifs au terrorisme, y compris à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, du 9 décembre 1999.

**Alinéa e) – Donner tous renseignements pertinents sur l'application des conventions, protocoles et résolutions relatifs au terrorisme, ainsi que des résolutions 1269 (1999) et 1368 (2001) du Conseil de sécurité.**

Le Gouvernement chilien a adopté les mesures nécessaires pour donner application aux obligations internationales auxquelles il est tenu en la matière. Le Chili est intervenu activement, condamnant les actes de terrorisme, dans tous les forums internationaux auxquels il a été appelé à participer. Il a ratifié en outre les

conventions internationales mentionnées dans les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies ou y a adhéré.

**Alinéa g) – Comment les contrôles effectués empêchent-ils les mouvements de terroristes? Quelles procédures sont appliquées pour la délivrance de documents d'identité et de documents de voyage? Quelles mesures ont été prises pour en empêcher la contrefaçon, etc.?**

On signalera à propos de la délivrance des documents d'identité et de voyage la mise en service prochaine du nouveau système d'identification dont disposera le Service de l'état civil pour la délivrance des cartes d'identité et des passeports. Il s'agit d'un projet ambitieux auquel on travaille depuis un certain temps et qui bénéficiera de la collaboration du secteur privé auquel seront lancés des appels d'offres. La nouvelle carte d'identité et le nouveau passeport seront mis en service au milieu ou à la fin de l'année prochaine selon les estimations du Service de l'état civil.

Le nouveau système comporte :

- a) La mise en service d'une nouvelle carte d'identité et d'un nouveau passeport dotés des plus récents perfectionnements sécuritaires, ayant une longue durabilité, conformes à toutes les normes internationales et techniquement actualisables;
- b) L'utilisation d'un système central d'identification informatisé, à partir d'une base de données dans laquelle seront stockées les images reproduisant la photographie, la signature et les empreintes digitales de chaque individu enregistré;
- c) La vérification automatique des documents d'identité par confrontation des images selon le système AFIS 1:1.
- d) L'équipement du Service de l'état civil avec un ensemble de postes de surveillance du public permettant de prendre sur le vif des images numérisées, répartis dans les locaux du Service;
- e) La mise en place d'un système d'invalidation des cartes d'identité et des passeports afin de minimiser les conséquences que peut avoir la perte de ces documents;
- f) La mise à la disposition des experts en matière d'empreintes digitales d'un système d'appui pour les aider à classer et rechercher les empreintes conservées dans les archives;
- g) La numérisation massive des dossiers, fiches et empreintes existants.

À quoi s'ajoute le souci d'une coordination adéquate et efficace entre les polices et les services des douanes et les services frontaliers.

**3.3 – Les États peuvent inclure dans leurs rapports d'autres renseignements pertinents, par exemple sur les questions visées au paragraphe 4 de la résolution 1373 (2001). Ils peuvent aussi inclure les observations générales sur l'application de la résolution et indiquer les problèmes qu'ils ont pu rencontrer.**

Le Chili, en sa qualité de Secrétaire à titre provisoire du Groupe de Rio, a organisé au cours du mois de novembre une réunion spéciale, à laquelle ont participé des experts et conseillers juridiques des différents ministères représentés dans ledit groupe, afin d'analyser ensemble le contenu de la résolution 1373 du

Conseil de sécurité en échangeant leurs expériences concernant la forme sous laquelle les divers pays membres du Groupe pourraient donner application à ladite résolution et de proposer, de façon coordonnée, à leurs autorités respectives un certain nombre de mesures et d'actions. Les pays participants ont été instamment invités à ratifier les différents instruments internationaux adoptés dans le domaine considéré ou à y adhérer, et à appliquer sur le plan interne les mesures prévues par ladite résolution. À cette occasion a également été soulignée la nécessité pour le Groupe de participer aux réunions qui se tiendront à Washington aux fins de la négociation d'une future convention interaméricaine contre le terrorisme. Les participants à cette réunion spéciale ont condamné fermement les attentats terroristes dirigés contre les États-Unis d'Amérique et ont insisté sur la nécessité d'une coopération plus étroite entre tous les États.

**Annexes**

1. Liste des conventions internationales concernant le terrorisme auxquelles le Chili est partie.
2. Copie du décret suprême No 488 du 4 octobre 2001.
3. Loi 18.314 du 17 mai 1984 définissant l'acte terroriste et fixant les peines applicables.
4. Code pénal : articles 15, 16, 21, 31, 293, 294 et 294 *bis*.
5. Code de procédure pénale : articles 380 à 400, article 504 et articles 672 à 674.
6. Code de procédure civile : article 76.
7. Loi 17.798 sur le contrôle des armes. Articles 3 et 8.
8. Loi 19.366 sanctionnant le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes : articles 12 à 19.



**DISPONE EL CUMPLIMIENTO DE LA RESOLUCIÓN N° 1.373, ADOPTADA POR EL CONSEJO DE SEGURIDAD DE LAS NACIONES UNIDAS EL 28 DE SEPTIEMBRE DE 2001**

Núm. 488.- Santiago, 4 de octubre de 2001.- Vistos: Los artículos 32, N°s. 8 y 17, y 50 de la Constitución Política de la República; el artículo 25 y las disposiciones del Capítulo VII de la Carta de las Naciones Unidas, y el decreto con fuerza de ley N° 161, de 1978, del Ministerio de Relaciones Exteriores.

**Considerando:**

Que el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas aprobó con fecha 28 de septiembre de 2001 la resolución N° 1.373.

Que en dicha resolución reafirmó sus resoluciones N°s. 269, de 19 de octubre de 1999, y 1.368, de 12 de septiembre de 2001.

Que, igualmente, reafirmó el principio establecido por la Asamblea General en su Declaración de octubre de 1970, confirmado por el Consejo de Seguridad en su resolución N° 1.189, de 13 de agosto de 1998, en orden a que todos los Estados tienen el deber de abstenerse de organizar, instigar y apoyar actos terroristas perpetrados en otro Estado o de participar en ellos, y de permitir actividades organizadas en su territorio encaminadas a la comisión de dichos actos.

Que, también, reafirmó su condena inequívoca de los ataques terroristas ocurridos en Nueva York, Washington, D.C., y Pennsylvania el 11 de septiembre de 2001, expresando su determinación de prevenir todos los actos de esa índole.

Que, asimismo, reafirmó que estos actos, al igual que todo acto de terrorismo internacional, constituyen una amenaza a la paz y a la seguridad internacionales.

**Decreto:**

**Artículo primero.-** El Gobierno de la República de Chile dispone dar cumplimiento a la resolución N° 1.373, adoptada por el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas el 28 de septiembre de 2001.

**Artículo segundo.-** A los efectos de lo dispuesto en el artículo anterior, las autoridades y organismos públicos velarán para que, en la esfera de sus atribuciones, se cumpla con lo dispuesto en la mencionada resolución.

**Artículo tercero.-** Una copia íntegra y autorizada de esta resolución será publicada en el Diario Oficial.

Anótese, tómese razón y publíquese.- RICARDO LAGOS ESCOBAR, Presidente de la República.- Marfa Soledad Alvear Valenzuela, Ministra de Relaciones Exteriores.

Lo que transcribo a US. para su conocimiento.- Alberto Yoachain Soffia, Embajador, Director General Administrativo.

Biblioteca del Congreso Nacional  
20-12-2001 03:57:01 PM

Identificación Norma : LEY-18314  
Fecha Publicación : 17.05.1984  
Fecha Promulgación : 16.05.1984  
Organismo : MINISTERIO DEL INTERIOR  
Última modificación : LEY-19241

Determina conductas terroristas y fija su penalidad

La Junta de Gobierno de la República de Chile ha  
dado su aprobación al siguiente

Proyecto de ley:

#### CAPITULO I (ARTS. 1-9)

De las conductas terroristas y su penalidad

Artículo 1°.- Constituirán delitos terroristas los  
enumerados en el artículo 2°, cuando en ellos  
concurriere alguna de las circunstancias siguientes:

LEY 19027,  
Art. 2°

1a Que el delito se cometa con la finalidad de  
producir en la población o en una parte de ella el  
temor justificado de ser víctima de delitos de la misma  
especie, sea por la naturaleza y efectos de los medios  
empleados, sea por la evidencia de que obedece a un plan  
premeditado de atentar contra una categoría o grupo  
determinado de personas.

Se presumirá la finalidad de producir dicho temor  
en la población en general, salvo que conste lo  
contrario, por el hecho de cometerse el delito mediante  
artificios explosivos o incendiarios, armas de gran  
poder destructivo, medios tóxicos, corrosivos o  
infecciosos u otros que pudieren ocasionar grandes  
estragos, o mediante el envío de cartas, paquetes u  
objetos similares, de efectos explosivos o tóxicos.

2a Que el delito sea cometido para arrancar  
resoluciones de la autoridad o imponerle exigencias.

Artículo 2°.- Constituirán delitos terroristas,  
cuando reunieren alguna de las características señaladas  
en el artículo anterior:

LEY 19027,  
Art. 2°

1.- Los de homicidio sancionados en los artículos  
390 y 391; los de lesiones penados en los artículos  
395, 396, 397 y 399; los de secuestro, sea en forma  
de encierro o detención, sea de retención de una  
persona en calidad de rehén, y de sustracción de  
menores, castigados en los artículos 141 y 142; los  
de envío de efectos explosivos del artículo 403 bis;  
los de incendio y estragos, reprimidos en los  
artículos 474, 475, 476 y 480; las infracciones contra  
la salud pública de los artículos 313 d), 315 y 316; el  
de descarrilamiento, contemplado en los artículos 323,  
324, 325 y 326, todos del Código Penal.

2.- Apoderarse o atentar en contra de una nave,  
aeronave, ferrocarril, bus u otro medio de transporte  
público en servicio, o realizar actos que pongan en

Biblioteca del Congreso Nacional  
20-12-2001 03:57:02 PM

peligro la vida, la integridad corporal o la salud de sus pasajeros o tripulantes.

3.- El atentado en contra de la vida o la integridad corporal del Jefe del Estado o de otra autoridad política, judicial, militar, policial o religiosa, o de personas internacionalmente protegidas, en razón de sus cargos.

4.- Colocar, lanzar o disparar bombas o artefactos explosivos o incendiarios de cualquier tipo, que afecten o puedan afectar la integridad física de personas o causar daño.

5.- La asociación ilícita cuando ella tenga por objeto la comisión de delitos que deban calificarse de terroristas conforme a los números anteriores y al artículo 1°.

Los delitos de secuestro, sea en forma de encierro o detención, sea de retención de una persona en calidad de rehén y de sustracción de menores, establecidos en los artículos 141 y 142 del Código Penal, cometidos por una asociación ilícita terrorista, serán considerados siempre como delitos terroristas. LEY 19241 Art. 4°

Artículo 3°.- Los delitos señalados en los números 1.- y 3.- del artículo 2° serán sancionados con las penas previstas para ellos en el Código Penal, o en la Ley N° 12.927, en sus respectivos casos, aumentadas en uno, dos o tres grados. LEY 19027 Art. 3° D.O.24.01.1991

Los delitos contemplados en el número 2.- del artículo 2° serán sancionados con presidio mayor en cualquiera de sus grados. Si a consecuencia de tales delitos resultare la muerte o lesiones graves de alguno de los tripulantes o pasajeros de cualquiera de los medios de transporte mencionados en dicho número, el delito será considerado como de estragos y se penará conforme a los artículos 474 y 475 del Código Penal, en sus respectivos casos, y al inciso primero de este artículo.

Los delitos señalados en el número 4.- del artículo 2° serán penados con presidio mayor en cualquiera de sus grados.

El delito de asociación ilícita para la comisión de actos terroristas será penado conforme a los artículos 293 y 294 del Código Penal, y las penas allí previstas se aumentarán en dos grados, en los casos del artículo 293 y en un grado en los del artículo 294. Será también aplicable lo dispuesto en el artículo 294 bis del mismo Código.

Artículo 3° bis.- Para efectuar el aumento de penas contemplado en el artículo precedente, el tribunal determinará primeramente la pena que hubiere correspondido a los responsables, con las circunstancias del caso, como si no se hubiere tratado de delitos terroristas, y luego la elevará en el número de grados que corresponda. LEY 19027, Art. 3°

Dentro de los límites de las penas imponibles, además de las reglas generales del Código Penal, el tribunal tomará especialmente en consideración, para la determinación final de la pena, la forma

Biblioteca del Congreso Nacional  
20-12-2001 03:57:02 PM

innecesariamente cruel de su ejecución y la mayor o menor probabilidad de la comisión de nuevos delitos semejantes por parte del procesado, atendidos los antecedentes y la personalidad de éste y los datos que arroje el proceso sobre las circunstancias y móviles del delito.

LEY 19047  
Art. 9°

Artículo 4°.- Podrá disminuirse la pena hasta en dos grados respecto de quienes llevaran a cabo acciones tendientes directamente a evitar o aminorar las consecuencias del hecho inculcado, o dieran informaciones o proporcionaren antecedentes que sirvieran efectivamente para impedir o prevenir la perpetración de otros delitos terroristas, o bien, para detener o individualizar a responsables de esta clase de delitos.

Artículo 5°.- Sin perjuicio de las penas accesorias que correspondan de acuerdo con las normas generales, a los condenados por alguno de los delitos contemplados en el artículo 1° y 2° les afectarán las inhabilidades a que se refiere el artículo 9° de la Constitución Política del Estado.

LEY 19027,  
Art. 4°

Artículo 6°.- DEROGADO.-

LEY 18937  
Art. único, N° 3  
D.O.22.02.1990.  
NOTA 1.-

NOTA: 1

El artículo 1° transitorio de la Ley N° 18.937, publicada en el "Diario Oficial" de 22 de febrero de 1990, dispuso que los procesos que se encontraren pendientes por delitos contemplados en las disposiciones derogadas por esta ley, continuarán siendo conocidos por el tribunal que fuere competente, con arreglo al procedimiento que corresponda, si los hechos investigados pudieren constituir delitos contemplados en otras leyes.

El artículo 2° transitorio de la ley precitada, expresa que " si en virtud de lo dispuesto en el artículo anterior fuere aplicable un procedimiento que exigiere requerimiento, éste se entenderá efectuado por el solo ministerio de la ley.

Artículo 7°.- La tentativa de comisión de un delito terrorista de los contemplados en esta ley será sancionada con la pena mínima señalada por la ley para el delito consumado. Si esta última constatare de un solo grado, se aplicará lo dispuesto en el artículo 67 del Código Penal y se impondrá a la tentativa el mínimo de ella.

LEY 19027,  
Art. 5°

La amenaza seria y verosímil de cometer alguno de los mencionados delitos, será castigada como tentativa del mismo.

La conspiración respecto de los mismos delitos

Biblioteca del Congreso Nacional  
20-12-2001 03:57:02 PM

se castigará con la pena correspondiente al delito consumado, rebajada en uno o dos grados.

Artículo 8°.- DEROGADO.-

LEY 18937  
Art. único,  
3.-  
VER NOTA 1.-

Artículo 9°.- DEROGADO.-

LEY 18937  
Art. único,  
3.-  
VER NOTA 1.-

#### CAPITULO II (ARTS. 10-18)

##### De la Jurisdicción y del Procedimiento

Artículo 10.- Los procesos a que dieran lugar los delitos previstos en esta ley se iniciarán de oficio por los Tribunales de Justicia o por denuncia o querrela, de acuerdo con las normas generales.

Sin perjuicio de lo anterior, también podrán iniciarse por requerimiento o denuncia del Ministro del Interior, de los Intendentes Regionales, de los Gobernadores Provinciales y de los Comandantes de Guarnición, caso en el cual se aplicará lo dispuesto en el Título VI, sobre Jurisdicción y Procedimiento, de la ley N° 12.927, con excepción de lo señalado en la letra ñ) de su artículo 27.

Las autoridades a que se refiere el inciso anterior podrán, además, formular requerimiento, aun cuando se haya iniciado el proceso, caso en el cual también se aplicarán las normas sobre jurisdicción y procedimiento señaladas en dicho inciso.

INCISO CUARTO Y SIGUIENTES.- DEROGADOS.-

LEY 18925,  
ART 1°  
NOTA 2

NOTA: 2

La modificación introducida al presente artículo por la Ley 18.925, rige, según su artículo 4°, a contar del 1° de marzo de 1990.

Artículo 11.- El Tribunal podrá, por resolución fundada y siempre que las necesidades de la investigación así lo requieran, ampliar hasta por diez días el plazo para poner al detenido a su disposición, pudiendo disponer durante este lapso su incomunicación.

En la misma resolución que amplie el plazo, el tribunal ordenará que el detenido sea examinado por el médico que el juez designe, el cual deberá practicar el examen e informar al tribunal el mismo día de la resolución. El nombramiento en ningún caso podrá recaer en un funcionario del organismo policial que hubiere efectuado la detención o en cuyo poder se encontrare el detenido.

LEY 19027  
Art. 6°  
D.O.24.01.1991

La negligencia grave del juez en la debida protección del detenido será considerada como infracción a sus deberes, de acuerdo con el artículo 324 del Código Orgánico de Tribunales.

El juez podrá revocar en cualquier momento la autorización que hubiere dado y ordenar que se ponga al

Biblioteca del Congreso Nacional  
20-12-2001 03:57:02 PM

detenido inmediatamente a su disposición.

Artículo 12.- Las diligencias ordenadas por los Tribunales serán cumplidas por las Fuerzas de Orden y Seguridad Pública, separada o conjuntamente según lo disponga la respectiva resolución.

INCISO SEGUNDO.- DEROGADO.-

LEY 19027,  
Art. 7°  
D.O.24.01.1991

Artículo 13.- En la investigación de los delitos a que se refiere esta ley y sin perjuicio de las normas generales, los miembros de las Fuerzas de Orden y Seguridad Pública podrán proceder, previa orden escrita del Ministro del Interior, de los Intendentes Regionales, de los Gobernadores Provinciales o de los Comandantes de Guarnición, sin necesidad de mandato judicial, pero sólo cuando el recabarlos previamente pudiese frustrar al éxito de la diligencia, a la detención de presuntos responsables, así como al registro e incautación de los efectos o instrumentos que se encontraran en el lugar de la detención y que pudieran guardar relación con los delitos que se investigan.

LEY 19027,  
Art. 8°  
D.O.24.01.1991

La autoridad que ordenare practicar las diligencias a que se refiere el inciso anterior, deberá dar aviso, dentro de las cuarenta y ocho horas, al Tribunal al que corresponda el conocimiento del delito, de las detenciones y registros que se hubieran efectuado, poniendo a disposición de aquél, dentro del plazo señalado, al o a los arrestados y los efectos o instrumentos incautados.

El Tribunal, por resolución fundada, podrá ampliar dicho plazo hasta en diez días, en las condiciones señaladas en el artículo 11.

Artículo 14.- En los casos del artículo 1° de esta ley, sometida a proceso una persona, el juez, mediante resolución fundada, calificará la conducta como terrorista, pudiendo entonces decretar por resolución igualmente fundada todas o algunas de las siguientes medidas:

LEY 19027,  
Art. 9°  
D.O.24.01.1991  
LEY 19047  
Art. 9°  
D.O.14.02.1991  
LEY 19047  
Art. 9°  
D.O.14.02.1991

1.- Recluir al procesado en lugares públicos especialmente destinados a este objeto.

2.- Establecer restricciones al régimen de visitas.

3.- Interceptar, abrir o registrar sus comunicaciones telefónicas e informáticas y su correspondencia epistolar y telegráfica.

Las medidas indicadas precedentemente no podrán afectar la comunicación del procesado con sus abogados y la resolución que las imponga sólo será apelable en el efecto devolutivo.

Asimismo, el Ministerio del Interior, los Intendentes, los Gobernadores y los Comandantes de

LEY 19047  
Art. 9°  
D.O.14.02.1991

Guarnición podrán solicitar la interceptación, apertura o registro de las comunicaciones, registros privados o la observación, por cualquier medio, de personas respecto de las cuales existan fundadas sospechas de la comisión o preparación de delitos que constituyan conductas terroristas.

Corresponderá resolver sobre esta petición al tribunal que estuviere conociendo o le correspondería conocer del delito cometido o en preparación. La resolución se dictará sin conocimiento del afectado, será siempre fundada y no será susceptible de recurso alguno. Las medidas no podrán decretarse por un plazo superior a treinta días.

El juez, de oficio o a petición de parte, podrá dejar sin efecto las medidas anteriormente señaladas en cualquier momento y su resolución será cumplida de inmediato por la autoridad competente.

El abuso de poder en el ejercicio de las atribuciones que confiere el presente artículo será sancionado con la inhabilitación temporal para el ejercicio de cargos y oficios públicos.

En ningún caso las medidas a que se refiera este artículo podrán adoptarse en contra de los Ministros de Estado, los subsecretarios, los parlamentarios, los jueces, los miembros del Tribunal Constitucional y del Tribunal Calificador de Elecciones, el Contralor General de la República, los Generales y los Almirantes.

Artículo 15.- Cuando a juicio del Tribunal resulte conveniente para el éxito de la investigación mantener en secreto las declaraciones y la individualización de los testigos, de denunciantes o de cualquier persona que deba comparecer en el proceso, o cuando cualquiera de dichas personas así lo requiera, el Tribunal hará constar dichos antecedentes en cuaderno separado, que tendrá carácter de confidencial y al cual tendrá acceso exclusivamente el Tribunal al que corresponda el conocimiento y fallo de algún recurso.

Los antecedentes que obren en el referido cuaderno confidencial deberán ser dados a conocer al inculcado o procesado para su adecuada defensa al momento de notificársele la acusación, en caso de que se pretendieren hacer valer en su contra para condenarlo.

LEY 19047  
Art. 9°  
D.O.14.02.1991

Artículo 16.- Las personas mencionadas en el artículo precedente podrán declarar en lugar distinto al del recinto del Tribunal y de cuya ubicación no se requerirá dejar constancia en el expediente.

Artículo 17.- Respecto de los delitos contemplados en el artículo 1°, no procederá la libertad provisional de los procesados.

Artículo 18.- En el caso de condena por delito terrorista y por otro tipo de delito, se cumplirá la pena asignada al o los delitos de esta ley y, posteriormente, las otras penas, contándose aquélla

LEY 19027  
Art. 10  
D.O.24.01.1991

Biblioteca del Congreso Nacional  
20-12-2001 03:57:02 PM

desde la fecha de la detención, cualquiera haya sido el delito que la motivó.

Artículo transitorio.- Los procesos que actualmente se tramitan en conformidad a las disposiciones del decreto ley N° 3.627, de 1981, cuyo texto fue modificado por el decreto ley N° 3.655, de ese mismo año, continuarán siendo de conocimiento de los Tribunales que dicho texto legal establece.

JOSE T. MERINO CASTRO, Almirante, Comandante en Jefe de la Armada, Miembro de la Junta de Gobierno.- CESAR MENDOZA DURAN, General Director de Carabineros, Miembro de la Junta de Gobierno.- CESAR RAUL BENAVIDES ESCOBAR, Teniente General de Ejército, Miembro de la Junta de Gobierno.- CARLOS DESCROUX CAMUS, General de Aviación, Comandante en Jefe de la Fuerza Aérea y Miembro de la Junta de Gobierno subrogante.

Por cuanto he tenido a bien aprobar la precedente ley, la sanciono y la firmo en señal de promulgación. Llévase a efecto como Ley de la República.

Regístrese en la Contraloría General de la República, publíquese en el Diario Oficial e insértese en la Recopilación Oficial de dicha Contraloría.

Santiago, 16 de Mayo de 1984.- AUGUSTO PINOCHET UGARTE, General de Ejército, Presidente de la República.- Sergio Onofre Jarpa Reyes, Ministro del Interior.- Hugo Rosende Subiabre, Ministro de Justicia.

Lo que transcribo para su conocimiento.- Le saluda atentamente.- Luis Simón Figueroa del Río, Subsecretario del Interior.



---

DE LAS PERSONAS RESPONSABLES DE LOS DELITOS

---

Título II

DE LAS PERSONAS RESPONSABLES DE LOS DELITOS

**Art. 14.** Son responsables criminalmente de los delitos:

- 1.º Los autores.
- 2.º Los cómplices.
- 3.º Los encubridores.

**Art. 15.** Se consideran autores:

- 1.º Los que toman parte en la ejecución del hecho, sea de una manera inmediata y directa, sea impidiendo o procurando impedir que se evite.
- 2.º Los que fuerzan o inducen directamente a otro a ejecutarlo.
- 3.º Los que, concertados para su ejecución, facilitan los medios con que se lleva a efecto el hecho o lo presencian sin tomar parte inmediata en él.

**Art. 16.** Son cómplices los que, no hallándose comprendidos en el artículo anterior, cooperan a la ejecución del hecho por actos anteriores o simultáneos.

**Art. 17.** Son encubridores los que con conocimiento de la perpetración de un crimen o de un simple delito o de los actos ejecutados para llevarlo a cabo, sin haber tenido participación en él como autores ni como cómplices, intervienen, con posterioridad a su ejecución, de alguno de los modos siguientes:

- 1.º Aprovechándose por sí mismos o facilitando a los delincuentes medios para que se aprovechen de los efectos del crimen o simple delito.
- 2.º Ocultando o inutilizando el cuerpo, los efectos o instrumentos del crimen o simple delito para impedir su descubrimiento.
- 3.º Albergando, ocultando o proporcionando la fuga del culpable.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Número sustituido, por el que aparece en el texto, por el N.º 1 del art. 2.º de la Ley N.º 19.077, de 28 de agosto de 1991.

---

DE LAS PENAS

---

sentencia primitiva en lo que diga relación con las indemnizaciones pagadas o cumplidas o las inhabilidades.<sup>1</sup>

Art. 19. El perdón de la parte ofendida no extingue la acción penal, salvo respecto de los delitos que no pueden ser perseguidos sin previa denuncia o consentimiento del agraviado.

Art. 20. No se reputan penas, la restricción de la libertad de los procesados, la separación de los empleos públicos acordada por las autoridades en uso de sus atribuciones o por el tribunal durante el proceso o para instruirlo, ni las multas y demás correcciones que los superiores impongan a sus subordinados y administrados en uso de su jurisdicción disciplinal o atribuciones gubernativas.

§ 2. *De la clasificación de las penas*

Art. 21. Las penas que pueden imponerse con arreglo a este Código y sus diferentes clases, son las que comprende la siguiente:<sup>2</sup>

ESCALA GENERAL

*Penas de crímenes*

Muerte.  
Presidio perpetuo.  
Reclusión perpetua.  
Presidio mayor.  
Reclusión mayor.  
Relegación perpetua.  
Confinamiento mayor.  
Extrañamiento mayor.  
Relegación mayor.  
Inhabilitación absoluta perpetua para cargos y oficios públicos, derechos políticos y profesiones titulares.

---

<sup>1</sup> Los dos últimos incisos fueron agregados por el N.º 1.º del artículo único de la Ley N.º 17.727, de 27 de septiembre de 1972.

<sup>2</sup> La Ley N.º 9.347, de 21 de julio de 1949, deroga los artículos de las leyes que señala en relación con la pena de azotes.

---

CODIGO PENAL - LIBRO I - TITULO III

---

Inhabilitación especial perpetua para algún cargo u oficio público o profesión titular.

Inhabilitación absoluta temporal para cargos y oficios públicos y profesiones titulares.

Inhabilitación especial temporal para algún cargo u oficio público o profesión titular.

*Penas de simples delitos*

Presidio menor.

Reclusión menor.

Confinamiento menor.

Extrañamiento menor.

Relegación menor.

Destierro.

Suspensión de cargo u oficio público o profesión titular.

Inhabilidad perpetua para conducir vehículos a tracción mecánica o animal.

Suspensión para conducir vehículos a tracción mecánica o animal.<sup>1</sup>

*Penas de las faltas*

Prisión.

Inhabilidad perpetua para conducir vehículos a tracción mecánica o animal.

Suspensión para conducir vehículos a tracción mecánica o animal.<sup>2</sup>

*Penas comunes a las tres clases anteriores*

Multa.

Pérdida o comiso de los instrumentos o efectos del delito.

---

<sup>1 - 2</sup> Las dos últimas penas fueron incluidas por el Art. 13 de la Ley N.º 15.123, de 17 de enero de 1963.

---

DE LAS PENAS

---

*Penas accesorias de los crímenes y simples delitos*

Incomunicación con personas extrañas al establecimiento penal, en conformidad al Reglamento carcelario.<sup>1-2</sup>

**Art. 22.** Son penas accesorias las de suspensión e inhabilitación para cargos y oficios públicos, derechos políticos y profesiones titulares en los casos en que, no imponiéndolas especialmente la ley, ordena que otras penas las lleven consigo.<sup>3</sup>

**Art. 23.** La caución y la sujeción a la vigilancia de la autoridad podrán imponerse como penas accesorias o como medidas preventivas, en los casos especiales que determinen este Código y el de Procedimientos.

**Art. 24.** Toda sentencia condenatoria en materia criminal lleva envuelta la obligación de pagar las costas, daños y perjuicios por parte de los autores, cómplices, encubridores y demás personas legalmente responsables.

*§ 3. De los límites, naturaleza y efectos de las penas*

**Art. 25.** Las penas temporales mayores duran de cinco años y un día a veinte años, y las temporales menores de sesenta y un días a cinco años.

Las de inhabilitación absoluta y especial temporales para cargos y oficios públicos y profesiones titulares duran de tres años y un día a diez años.

La suspensión de cargo u oficio público o profesión titular, dura de sesenta y un días a tres años.

---

<sup>1</sup> El Art. 1.º de la Ley N.º 17.266, de 6 de enero de 1970, suprimió las penas accesorias de cadena o grillete que se contemplaban en este párrafo.

<sup>2</sup> Artículo modificado, como aparece en el texto, por el Art. 4.º, N.º 1, de la Ley N.º 19.047, de 14 de febrero de 1991.

<sup>3</sup> Artículo modificado, como aparece en el texto, por el Art. 4.º, N.º 2, de la Ley N.º 19.047, de 14 de febrero de 1991.

## CODIGO PENAL - LIBRO I - TITULO III

Las penas de destierro y de sujeción a la vigilancia de la autoridad, de sesenta y un días a cinco años.

La prisión dura de uno a sesenta días.

La cuantía de la multa, tratándose de crímenes, no podrá exceder de treinta unidades tributarias mensuales; en los simples delitos, de veinte unidades tributarias mensuales, y en las faltas, de cuatro unidades tributarias mensuales; todo ello, sin perjuicio de que en determinadas infracciones, atendida su gravedad, se contemplen multas de cuantía superior.<sup>1</sup>

La expresión "unidad tributaria mensual" en cualquiera disposición de este Código, del Código de Procedimiento Penal y demás leyes penales especiales significa una unidad tributaria mensual vigente a la fecha de comisión del delito, y, tratándose de multas, ellas se deberán pagar en pesos, en el valor equivalente que tenga la unidad tributaria mensual al momento de su pago.<sup>2</sup>

Cuando la ley impone multas cuyo cómputo debe hacerse en relación a cantidades indeterminadas, nunca podrán aquéllas exceder de treinta unidades tributarias mensuales.<sup>3</sup>

En cuanto a la cuantía de la caución, se observarán las reglas establecidas para la multa, doblando las cantidades respectivamente, y su duración no podrá exceder del tiempo de la pena u obligación cuyo cumplimiento asegura, o de cinco años en los demás casos.<sup>4</sup>

**Art. 26.** La duración de las penas temporales empezará a contarse desde el día de la aprehensión del procesado.

<sup>1</sup> Inciso modificado, como aparece en el texto, por el artículo 2.º, letra a), de la Ley N.º 19.501, de 15 de mayo de 1997. Anteriormente había sido sustituido por el artículo 2.º, letra a), de la Ley N.º 19.450, de 18 de marzo de 1996.

<sup>2,3</sup> Inciso sustituido, por el que aparece en el texto, por el artículo 2.º, letra a), de la Ley N.º 19.450, de 18 de marzo de 1996. Vigencia: 16-05-97, conforme a lo dispuesto por la Ley N.º 19.456, de 16 de mayo de 1996.

<sup>4</sup> El inciso final de este artículo fue suprimido por el N.º 3 del artículo 4.º de la Ley N.º 19.047, de 14 de febrero de 1991.

---

DE LAS PENAS

---

*Penas que llevan consigo otras accesorias*

**Art. 27.** La pena de muerte, siempre que no se ejecute al condenado, y las de presidio, reclusión y relegación perpetuos, llevan consigo la de inhabilitación absoluta perpetua para cargos y oficios públicos y derechos políticos por el tiempo de la vida de los penados y la de sujeción a la vigilancia de la autoridad por el máximo que establece este Código.

**Art. 28.** Las penas de presidio, reclusión, confinamiento, extrañamiento y relegación mayores, llevan consigo la de inhabilitación absoluta perpetua para cargos y oficios públicos y derechos políticos y la de inhabilitación absoluta para profesiones titulares mientras dure la condena.

**Art. 29.** Las penas de presidio, reclusión, confinamiento, extrañamiento y relegación menores en sus grados máximos, llevan consigo la de inhabilitación absoluta perpetua para derechos políticos y la de inhabilitación absoluta para cargos y oficios públicos durante el tiempo de la condena.

**Art. 30.** Las penas de presidio, reclusión, confinamiento, extrañamiento y relegación menores en sus grados medios y mínimos, y las de destierro y prisión, llevan consigo la de suspensión de cargo u oficio público durante el tiempo de la condena.

**Art. 31.** Toda pena que se imponga por un crimen o un simple delito, lleva consigo la pérdida de los efectos que de él provengan y de los instrumentos con que se ejecutó, a menos que pertenezcan a un tercero no responsable del crimen o simple delito.<sup>1</sup>

*Naturaleza y efectos de algunas penas*

**Art. 32.** La pena de presidio sujeta al condenado a los trabajos prescritos por los reglamentos del respectivo establecimiento penal. Las de reclusión y prisión no le imponen trabajo alguno.

---

<sup>1</sup> Véanse, en el Apéndice de este Código, los artículos 25, 26, 27, 28 del D.F.L. N.º 1, del Ministerio de Justicia, publicado en el D.O. de 18 de octubre de 1995, que fijó el texto refundido, coordinado y sistematizado de la Ley N.º 19.366, de 30 de enero de 1995, que reprime el tráfico ilícito de estupefacientes y sustancias sicotrópicas.

---

DELITOS CONTRA EL ORDEN Y LA SEGURIDAD, ETC.

---

§ 10. *De las asociaciones ilícitas*

**Art. 292.** Toda asociación formada con el objeto de atentar contra el orden social, contra las buenas costumbres, contra las personas o las propiedades, importa un delito que existe por el solo hecho de organizarse.<sup>1</sup>

**Art. 293.** Si la asociación ha tenido por objeto la perpetración de crímenes, los jefes, los que hubieren ejercido mando en ella y sus provocadores, sufrirán la pena de presidio mayor en cualquiera de sus grados.

Cuando la asociación ha tenido por objeto la perpetración de simples delitos, la pena será presidio menor en cualquiera de sus grados para los individuos comprendidos en el acápite anterior.

**Art. 294.** Cualesquiera otros individuos que hubieren tomado parte en la asociación y los que a sabiendas y voluntariamente le hubieren suministrado medios e instrumentos para cometer los crímenes o simples delitos, alojamiento, escondite o lugar de reunión, serán castigados, en el primer caso previsto por el artículo precedente, con presidio menor en su grado medio, y en el segundo, con presidio menor en su grado mínimo.<sup>2</sup>

**Art. 294 bis.** Las penas de los artículos 293 y 294 se impondrán sin perjuicio de las que correspondan, por los crímenes o simples delitos cometidos con motivo u ocasión de tales actividades.<sup>3</sup>

**Art. 295.** Quedarán exentos de las penas señaladas en los artículos anteriores aquellos de los culpables que, antes de ejecutarse alguno de los crímenes o simples delitos que constituyen el objeto de la asociación y antes de ser perseguidos, hubieren

---

<sup>1</sup> El inciso final de este artículo fue derogado por el artículo 4.º, N.º 6, de la Ley N.º 19.047, de 14 de febrero de 1991.

<sup>2</sup> Este artículo fue modificado, en la forma que se expresa, por el N.º 2 del artículo 1.º del D.L. N.º 2.621, publicado en el Diario Oficial de 28 de abril de 1979.

<sup>3</sup> Este artículo fue agregado por el N.º 3 del artículo 1.º del decreto ley a que se refiere la nota anterior.

## CODIGO PENAL - LIBRO II - TITULO VI

revelado a la autoridad la existencia de dichas asociaciones, sus planes y propósitos.<sup>1</sup>

Podrán sin embargo ser puestos bajo la vigilancia de la autoridad.

**Art. 295 bis.** Se aplicarán las penas de prisión en su grado máximo a presidio menor en su grado mínimo al que, habiendo tenido noticias verosímiles de los planes o de las actividades desarrolladas por uno o más miembros de una asociación ilícita, omite ponerlas oportunamente en conocimiento de la autoridad.

Quedará exento de las penas a que se refiere este artículo el cónyuge, los parientes legítimos por consanguinidad o afinidad en toda la línea recta y en la colateral hasta el segundo grado inclusive, y el padre, hijo natural o ilegítimo de alguno de los miembros de la asociación. Esta exención no se aplicará si se hubiere incurrido en la omisión, para facilitar a los integrantes de la asociación el aprovechamiento de los efectos del crimen o simple delito.<sup>2</sup>

**§ 11. De las amenazas de atentado contra las personas y propiedades**

**Art. 296.** El que amenazare seriamente a otro con causar a él mismo o a su familia, en su persona, honra o propiedad, un mal que constituya delito, siempre que por los antecedentes aparezca verosímil la consumación del hecho, será castigado:

1.º Con presidio menor en sus grados medio a máximo, si hubiere hecho la amenaza exigiendo una cantidad o imponiendo ilegítimamente cualquiera otra condición y el culpable hubiere conseguido su propósito.<sup>3</sup>

2.º Con presidio menor en sus grados mínimo a medio, si hecha la amenaza bajo condición el culpable no hubiere conseguido su propósito.

3.º Con presidio menor en su grado mínimo, si la amenaza no fuere condicional; a no ser que merezca mayor pena el hecho consumado, caso en el cual se impondrá ésta.<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Inciso modificado, como aparece en el texto, por el N.º 4 del artículo 1.º del D.L. N.º 2.621, publicado en el Diario Oficial de 28 de abril de 1979.

<sup>2</sup> Artículo agregado por el N.º 5 del artículo 1.º del decreto ley N.º 2.621, publicado en el Diario Oficial de 28 de abril de 1979.

<sup>3</sup> Letra sustituida, por la que aparece en el texto, por el artículo 2.º, N.º 1, de la Ley N.º 19.659, de 27 de diciembre de 1999.

<sup>4</sup> Número modificado, como aparece en el texto, por el artículo 2.º, N.º 2, de la Ley N.º 19.659, de 27 de diciembre de 1999.



DEL DESTINO DE LAS ESPECIES

---

LIBRO CUARTO<sup>1</sup>

DEL CUMPLIMIENTO Y EJECUCION

Título I

DEL DESTINO DE LAS ESPECIES

Párrafo I

*De las especies decomisadas*

Art. 672. El comiso de los instrumentos y efectos del delito se declarará en la sentencia, según lo previsto en el artículo 504. Si no se hubiere resuelto en ella, se podrá decretar en cualquier tiempo, mientras existan las especies en poder del tribunal. Los incidentes o recursos a que diere lugar dicha decisión se tramitarán en cuaderno separado y no afectarán al fallo ni entorpecerán su cumplimiento.

Art. 673. Las armas de fuego, municiones, explosivos y demás elementos a que se refiere la Ley sobre Control de Armas que sean decomisados, se remitirán a la autoridad que señala esa misma ley.

Las demás especies decomisadas se pondrán a disposición del Fisco, para los efectos establecidos en el artículo 60 del Código Penal. Esta autoridad podrá ordenar la destrucción de las que no tuvieren valor o no fueren utilizables.

---

<sup>1</sup> Libro agregado por el artículo decimoctavo de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

## CODIGO DE PROCEDIMIENTO PENAL - LIBRO IV - TITULO I

Los dineros y otros valores decomisados en favor del Fisco se destinarán a beneficio de la Junta de Servicios Judiciales.

Art. 674. Tratándose de especies corruptibles o perecibles el juez las pondrá a disposición de un martillero para que proceda a su venta directa o subasta.

Si se decretare el comiso, se hará efectivo sobre el producto de la enajenación.

Si en definitiva no fuere procedente el comiso, se entregará el producto de la enajenación a quien corresponda.

## Párrafo 2

*De las especies retenidas y no decomisadas*

Art. 675. Las especies no decomisadas retenidas que se encuentren a disposición del tribunal y que no hayan sido reclamadas, se subastarán de acuerdo con la ley N.º 12.265, una vez transcurridos seis meses a lo menos desde la fecha en que recayó resolución firme poniendo término al proceso. Si el sobreseimiento fuere temporal, este plazo será de un año.

Tratándose de especies corruptibles o perecibles se aplicará lo dispuesto en el artículo 674.

Art. 676. En la subasta de especies de venta controlada se estará a lo establecido en los reglamentos vigentes.

Art. 677. Los dineros puestos a disposición de los tribunales que no caigan en comiso ni hayan sido reclamados dentro de los plazos señalados en el artículo 675, se girarán a la orden de la Junta de Servicios Judiciales para sus fines.

Art. 678. En el mes de junio de cada año, los secretarios de juzgados presentarán a la respectiva Corte de Apelaciones un informe detallado sobre el destino dado a las especies que hayan sido puestas a disposición del tribunal.

Art. 679. Las disposiciones de este Título se aplicarán en defecto de normas especiales relativas a las especies decomisadas o a las otras materias contenidas en él.

## CODIGO DE PROCEDIMIENTO PENAL - LIBRO II - PRIMERA PARTE - TITULO X

Art. 379. Hecha efectiva en todo o parte la caución, no tendrá acción el que la hubiere constituido para pedir la devolución a título de pago indebido, pero le quedará a salvo su derecho para reclamar la indemnización que corresponda, del procesado o de sus causas-habientes, en conformidad a las reglas legales.<sup>1</sup>

## Título X

DEL EMBARGO Y DE LAS DEMAS MEDIDAS PARA ASEGURAR LA RESPONSABILIDAD PECUNIARIA DEL PROCESADO Y DE LOS TERCEROS CIVILMENTE RESPONSABLES<sup>2</sup>

Art. 380. En la resolución que someta a proceso al inculpado, el juez ordenará de oficio que, si tiene bienes, se le embarguen los que sean suficientes para cubrir las costas y gastos que pueda ocasionar el juicio al Estado y el máximo de la multa señalada por la ley al delito, fijando el monto hasta el cual deba calcularse embargo.

Para fijar esa cantidad, el juez no tomará en cuenta las responsabilidades civiles provenientes del delito, sino cuando ellas cedan en favor del Fisco.

Podrá también considerarlas a petición fundada de parte.

Cuando el delito por el cual se ordene procesar al procesado sea violación, rapto, homicidio o lesiones, el juez podrá también decretar de oficio el embargo de los bienes del procesado, para asegurar todas las responsabilidades pecuniaras que se puedan pronunciar contra él, si estima que de otra manera la víctima o sus herederos no podrán hacer efectivos sus derechos.<sup>3</sup>

En cualquier estado del proceso, el querellante o el actor civil podrán pedir el embargo de bienes del procesado o del tercero civilmente responsable para el aseguramiento de todas las responsabilidades civiles provenientes de cualquier delito, y el juez lo decretará de acuerdo con los antecedentes que se hayan producido, determinando el monto hasta el cual ha de recaer el embargo.<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Artículo sustituido, por el que aparece en el texto, por el N.º 16 del artículo octavo de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

<sup>2</sup> Epígrafe modificado, como aparece en el texto, por el art. 9 de la Ley N.º 19.047, de 14 de febrero de 1991. Anteriormente había sido sustituido por el N.º 1 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

<sup>3</sup> Inciso modificado, como aparece en el texto, por el art. 9 de la Ley N.º 19.047, de 14 de febrero de 1991.

---

DEL EMBARGO Y DE LAS DEMAS MEDIDAS, ETC.

---

La circunstancia de no encontrarse ejecutoriado el auto de procesamiento no obstará para que el embargo se decrete y se lleve a efecto.<sup>1</sup>

Art. 381. En casos graves y urgentes, o cuando sea de temer que el inculpado o el responsable civil oculten sus bienes o se desprendan de ellos, o si la persona a la cual deba afectar no es de conocida solvencia, el embargo podrá ordenarse de oficio o a petición de parte desde que aparezcan contra el inculpado fundadas sospechas de su participación en un hecho que presente caracteres de delito.<sup>2</sup>

Art. 382. Por el embargo quedan afectados bienes del procesado o del inculpado, o de terceros civiles responsables, para asegurar las responsabilidades pecuniarias que contra ellos puedan declararse. En tanto estas responsabilidades no se pronuncien por sentencia firme, el embargo tendrá carácter cautelar, pero ejecutoriada la sentencia los bienes embargados serán realizados para la satisfacción de aquéllas.<sup>3</sup>

Art. 383. Tan pronto ordene el embargo, el juez despachará un mandamiento que contendrá:

1.º La orden de embargar bienes de una o más personas, a quienes se individualizará, por las cantidades que se indicarán;

2.º Los bienes que deberán embargarse, si el juez estima conveniente señalarlos determinadamente;

3.º La designación de un depositario provisional, que podrá ser el propio inculpado o procesado, y

4.º La orden de prestar el auxilio de la fuerza pública al ministro de fe o al depositario, en caso de que la soliciten.

Con el mandamiento despachado por el juez, el ministro de fe procederá al embargo de los bienes determinados en él y en

---

<sup>1</sup> Artículo sustituido, por el que aparece en el texto, por el N.º 2 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

<sup>2</sup> Artículo sustituido, por el que aparece en el texto, por el N.º 3 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

<sup>3</sup> Artículo sustituido, por el que aparece en el texto, por el N.º 4 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

## CODIGO DE PROCEDIMIENTO PENAL - LIBRO II - PRIMERA PARTE - TITULO X

seguida notificará al afectado, personalmente si es habido, por cédula si, no siéndolo, se conoce su domicilio o morada, y si ésta es desconocida, mediante un aviso que se insertará en el estado diario.

El mandamiento de embargo y las demás diligencias a que se refiere este Título deberán ser practicados en cuaderno separado por el receptor, o por el funcionario del tribunal o de policía que el juez designe como ministro de fe para estos efectos en el proceso.<sup>1</sup>

Art. 384. El mandamiento de embargo decretado contra los bienes de la mujer casada, no divorciada ni separada de bienes, se trabará en sus bienes propios, en los de la sociedad conyugal o en los de ambos.<sup>2</sup>

Art. 385. (408) Si los bienes embargados consistieren en dinero efectivo, efectos públicos, créditos realizables en el acto, alhajas de oro, plata o pedrería, se depositarán en un banco o en poder de la persona que el juez designe y quedarán dichos bienes a disposición de éste.

Art. 386. (409) Si el embargo se trabare en otros bienes muebles, no semovientes, o en frutos y rentas embargables, el ministro de fe encargado del embargo los entregará bajo inventario al depositario.<sup>3</sup>

El depositario firmará la diligencia de recibo, obligándose a conservar los bienes a disposición del juez que conozca de la causa y, en caso de pérdida, a pagar la cantidad a que ascendiere el valor de lo depositado, sin perjuicio de la responsabilidad criminal en que pudiere incurrir.

El depositario podrá recoger y conservar en su poder los bienes embargados, o dejarlos bajo su responsabilidad en poder del procesado.

<sup>1</sup> Artículo sustituido, por el que aparece en el texto, por el N.º 5 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

<sup>2</sup> Artículo sustituido, por el que aparece en el texto, por el N.º 6 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

<sup>3</sup> Inciso sustituido, por el que aparece en el texto, por el N.º 7 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

---

DEL EMBARGO Y DE LAS DEMAS MEDIDAS, ETC.

---

El juez determinará, bajo su responsabilidad, si el depositario ha de afianzar el buen cumplimiento del cargo, y el importe de la fianza, en su caso.

Art. 387. (410) Si se embargaren sementeras, plantíos o, en general, frutos pendientes o algún establecimiento industrial o mercantil, podrá el juez decretar, cuando, atendidas las circunstancias, lo creyere conveniente, que continúe administrándolos el procesado por sí o por medio de la persona que designe.

Si el procesado conservare la administración, el juez le nombrará un interventor que lleve cuenta y razón de los frutos que se perciban y consuman. Si el juez determinare nombrar un administrador, éste afianzará el buen desempeño de su cargo, y el procesado podrá nombrar un interventor.

---

Art. 388. (411) En los casos de los dos artículos anteriores, cesará el embargo tan pronto como los frutos percibidos alcancen a una suma equivalente a la cantidad fijada por el juez en conformidad al artículo 380.

Art. 389. (412) El embargo de un inmueble no comprende el de sus frutos o rentas; salvo el caso de que, no siendo suficiente el valor del inmueble, el juez determine expresamente que se extiende a todos o a una parte de ellos.

La misma regla se aplicará al embargo de vehículos de la locomoción colectiva o taxis, cuando no se dispusiere su retiro de la circulación.

El embargo será inscrito sin dilación en el Registro Conservatorio de Bienes Raíces o de Vehículos Motorizados, según corresponda, y no podrá exigirse pago de derechos por esta diligencia, sino cuando el procesado fuere condenado.<sup>1-2</sup>

Art. 390. (413) Derogado.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Inciso modificado, como aparece en el texto, por el art. 9 de la Ley N.º 19.047, de 14 febrero de 1991.

<sup>2</sup> Los dos últimos incisos sustituyeron al primitivo inciso final de este artículo, de acuerdo a lo dispuesto en el N.º 8 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

<sup>3</sup> Artículo derogado por el N.º 9 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

Art. 391. (414) El depositario cuidará de que los semovientes den los productos propios de su clase con arreglo a las circunstancias y procurará su conservación y aumento.

Si creyere conveniente la enajenación de todos o de algunos de ellos, pedirá al juez la correspondiente autorización.

El juez autorizará la enajenación siempre que el inculcado, procesado o tercero civilmente responsable, según corresponda, convenga en ello. Lo decretará contra la voluntad de éstos cuando no hubiere depositario que acepte el cargo y aun sin previa petición del depositario, cuando los gastos de administración y conservación excedieran de los productos, a menos que el pago de dichos gastos se aseguren suficientemente por el inculcado, procesado, tercero civilmente responsable o por otra persona.<sup>1</sup>

Igualmente, el juez decretará la enajenación de los bienes muebles sujetos a corrupción o susceptibles de próximo deterioro, y de los muebles y semovientes cuya conservación sea difícil o dispendiosa.<sup>2</sup>

Art. 392. Durante el juicio podrá el tribunal que actualmente conociere de él, ampliar o reducir el embargo y demás medidas, según los motivos que sobrevinieren para estimar que han aumentado o disminuido las responsabilidades pecuniarias del procesado.<sup>3</sup>

Art. 393. El juez podrá también, para los fines de que trata este Título y de oficio o a petición de parte, decretar en lugar del embargo o junto con él cualesquiera de las medidas precautorias previstas en el Título V del Libro II del Código de Procedimiento Civil en la forma allí regulada.<sup>4</sup>

Art. 394. (417) Se omitirán o alzarán el embargo o la prohibición de enajenar o gravar, siempre que el procesado caucione con fianza o hipoteca suficiente las responsabilidades pecuniarias que pudieran imponérsele en definitiva.

<sup>1</sup> Inciso modificado, como aparece en el texto, por el art. 9 de la ley N.º 19.047, de 14 de febrero de 1991.

<sup>2</sup> Los dos últimos incisos sustituyeron al primitivo inciso final de este artículo, de acuerdo a lo dispuesto en el N.º 10 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

<sup>3</sup> Artículo sustituido, por el que aparece en el texto, por el N.º 11 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

<sup>4</sup> Artículo sustituido, por el que aparece en el texto, por el N.º 12 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

---

DEL EMBARGO Y DE LAS DEMAS MEDIDAS, ETC.

---

Art. 395. (418) Asimismo se omitirá el embargo siempre que no hubiere bienes suficientes y conocidos en que hacerlo efectivo.

Art. 396. (419) En cualquier estado del juicio en que fuere reconocida la inocencia del procesado, se procederá a alzar inmediatamente el embargo trabado en sus bienes, o a cancelar las fianzas o levantar la prohibición de enajenar, que le hubieren sido impuestas.<sup>1</sup>

El Conservador no podrá exigir pago de derechos por estas diligencias.

Art. 397. Las tramitaciones a que dieren origen las diligencias prescritas en este Título, se instruirán en cuaderno separado, y las medidas que el juez adoptare serán apelables sólo en el efecto devolutivo, salvo que se refieran a la realización de los bienes embargados, en cuyo caso la apelación se concederá en ambos efectos. En lo demás, el proceso sigue su curso legal.<sup>2</sup>

Art. 398. (421) Cuando la responsabilidad civil recaiga sobre terceras personas, el embargo y las medidas cautelares se trabará sobre bienes de éstas, y se procederá en todo de conformidad con las disposiciones de este Título.<sup>3</sup>

Las terceras personas que aparecieren como civilmente responsables, tendrán derecho para intervenir en todo lo relativo a las diligencias ordenadas en este Título, y podrán sostener su irresponsabilidad y comprobarla por los medios que determina la ley.

Esta intervención no suspenderá en ningún caso la substanciación del juicio criminal; y el juicio a que diere lugar se tramitará en la forma de un incidente.

Art. 399. Declaradas por sentencia firme las responsabilidades civiles que dehan satisfacer los procesados o los civilmente

---

<sup>1</sup> Inciso sustituido, por el que aparece en el texto, por el N.º 13 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

<sup>2</sup> Artículo sustituido, por el que aparece en el texto, por el N.º 14 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

<sup>3</sup> Inciso sustituido, por el que aparece en el texto, por el N.º 15 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.



## CODIGO DE PROCEDIMIENTO PENAL - LIBRO II - PRIMERA PARTE - TITULO X

responsables, se procederá a la realización de los bienes embargados o afectos a medidas precautorias, en cuanto sea procedente, de conformidad con las reglas generales.

En todo lo que no estuviere previsto en este Título, se aplicarán las reglas que el Código de Procedimiento Civil establece sobre embargo, administración y procedimiento de apremio y sobre medidas precautorias, en su caso.<sup>1</sup>

**Art. 400.** En los casos de quiebra del procesado o del tercero civilmente responsable, el representante del Fisco, el querellante particular y el actor civil, en su caso, figurarán como acreedores por las cantidades que haya fijado el juez que conoce del proceso, con arreglo a los artículos 380 y 381, y con la prelación que les corresponda, según las reglas generales.<sup>2-3</sup>

## Título XI

## DE LA CONCLUSION DEL SUMARIO

**Art. 401.** Practicadas las diligencias que se hayan considerado necesarias para la averiguación del hecho punible y sus autores, cómplices o encubridores, el juez declarará cerrado el sumario.

Las partes tendrán el plazo común de cinco días para pedir que se deje sin efecto esta resolución y se practiquen las diligencias que se consideren omitidas, las que deberán mencionar concretamente.

El término se considerará ampliado, cuando el sumario constare de más de cien fojas, con un día más por cada veinticinco fojas que excedan del número indicado, pero en ningún caso podrá ser mayor de quince días.

<sup>1</sup> Artículo sustituido, por el que aparece en el texto, por el N.º 16 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

<sup>2</sup> Artículo sustituido, por el que aparece en el texto, por el N.º 17 del artículo noveno de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

<sup>3</sup> Véase el D.F.L. N.º 1, de 28 de julio de 1993, del Ministerio de Hacienda, publicado en el Diario Oficial de 7 de agosto de 1993, que fija el texto refundido, coordinado y sistematizado de la Ley Orgánica del Consejo de Defensa del Estado.

## DE LA SENTENCIA

**Art. 503 (531).** Las sentencias que condenen a penas temporales expresarán con toda precisión el día desde el cual empezarán éstas a contarse, y fijarán el tiempo de detención o prisión preventiva que deberá servir de abono a aquellos procesados que hubieren salido en libertad durante la instrucción del proceso.

En las causas acumuladas y en las que habiendo sido objeto de desacumulación deban fallarse en la forma prevista en el artículo 160 del Código Orgánico de Tribunales, la detención o prisión preventiva que haya sufrido un procesado en cualquiera de las causas se tomará en consideración para el cómputo de la pena, aunque resulte absuelto o sobreseído respecto de uno o más delitos que motivaron la privación de libertad.<sup>1</sup>

**Art. 504 (532).** Toda sentencia condenatoria expresará la obligación del condenado de pagar las costas de la causa.

Estas comprenden tanto las procesales como las personales y además los gastos ocasionados por el juicio y que no se incluyen en las costas.

La sentencia condenatoria podrá disponer también el comiso de los instrumentos o efectos del delito cuando fuera procedente, o decretar su restitución cuando no deban caer en comiso.<sup>2</sup>

**Art. 505 (533).** La sentencia de primera instancia y el cumplimiento de la de segunda se notificarán en persona al procesado y no a sus representantes.<sup>3</sup>

Después de leersele la sentencia de primera instancia, se le dirá al procesado que tiene derecho de apelar; y el que lo notificare pondrá en la diligencia testimonio de que así lo hizo; y de si el procesado apela o se reserva para deducir más tarde el recurso, sin que éste pueda conformarse en ese acto con el fallo condenatorio.<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Artículo modificado, como aparece en el texto, por el Art. 9.º de la Ley N.º 19.047, de 14 de febrero de 1991. Anteriormente había sido agregado por el N.º 4 del artículo decimoquinto de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

<sup>2</sup> Inciso agregado por el N.º 5 del artículo decimoquinto de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

<sup>3</sup> Inciso modificado, como aparece en el texto, por el Art. 9.º de la Ley N.º 19.047, de 14 de febrero de 1991.

<sup>4</sup> Inciso modificado, como aparece en el texto, por el Art. 9.º de la Ley N.º 19.047, de 14 de febrero de 1991. Anteriormente había sido sustituido por el N.º 6 del artículo decimoquinto de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

## CODIGO DE PROCEDIMIENTO PENAL - LIBRO IV - TITULO I

Los dineros y otros valores decomisados en favor del Fisco se destinarán a beneficio de la Junta de Servicios Judiciales.

Art. 674. Tratándose de especies corruptibles o perecibles el juez las pondrá a disposición de un martillero para que proceda a su venta directa o subasta.

Si se decretare el comiso, se hará efectivo sobre el producto de la enajenación.

Si en definitiva no fuere procedente el comiso, se entregará el producto de la enajenación a quien corresponda.

## Párrafo 2

*De las especies retenidas y no decomisadas*

Art. 675. Las especies no decomisadas retenidas que se encuentren a disposición del tribunal y que no hayan sido reclamadas, se subastarán de acuerdo con la ley N.º 12.265, una vez transcurridos seis meses a lo menos desde la fecha en que recayó resolución firme poniendo término al proceso. Si el sobreseimiento fuere temporal, este plazo será de un año.

Tratándose de especies corruptibles o perecibles se aplicará lo dispuesto en el artículo 674.

Art. 676. En la subasta de especies de venta controlada se estará a lo establecido en los reglamentos vigentes.

Art. 677. Los dineros puestos a disposición de los tribunales que no caigan en comiso ni hayan sido reclamados dentro de los plazos señalados en el artículo 675, se girarán a la orden de la Junta de Servicios Judiciales para sus fines.

Art. 678. En el mes de junio de cada año, los secretarios de juzgados presentarán a la respectiva Corte de Apelaciones un informe detallado sobre el destino dado a las especies que hayan sido puestas a disposición del tribunal.

Art. 679. Las disposiciones de este Título se aplicarán en defecto de normas especiales relativas a las especies decomisadas o a las otras materias contenidas en él.

---

DEL DESTINO DE LAS ESPECIES

---

LIBRO CUARTO<sup>1</sup>

DEL CUMPLIMIENTO Y EJECUCION

Título I

DEL DESTINO DE LAS ESPECIES

Párrafo I

*De las especies decomisadas*

Art. 672. El comiso de los instrumentos y efectos del delito se declarará en la sentencia, según lo previsto en el artículo 504. Si no se hubiere resuelto en ella, se podrá decretar en cualquier tiempo, mientras existan las especies en poder del tribunal. Los incidentes o recursos a que diere lugar dicha decisión se tramitarán en cuaderno separado y no afectarán al fallo ni entorpecerán su cumplimiento.

Art. 673. Las armas de fuego, municiones, explosivos y demás elementos a que se refiere la Ley sobre Control de Armas que sean decomisados, se remitirán a la autoridad que señala esa misma ley.

Las demás especies decomisadas se pondrán a disposición del Fisco, para los efectos establecidos en el artículo 60 del Código Penal. Esta autoridad podrá ordenar la destrucción de las que no tuvieren valor o no fueren utilizables.

---

<sup>1</sup> Libro agregado por el artículo decimoctavo de la Ley N.º 18.857, de 6 de diciembre de 1989.

---

DE LAS ACTUACIONES JUDICIALES

---

dicho encargado o se indique que puede diligenciarlo el que lo presente o cualquiera otra persona.

Art. 74 (77). Podrá una misma comunicación dirigirse a diversos tribunales para que se practiquen actuaciones en distintos puntos sucesivamente. Las primeras diligencias practicadas, junto con la comunicación que las motive, se remitirán por el tribunal que haya intervenido en ellas al que deba continuarlas en otro territorio.

Art. 75 (78). Toda comunicación para practicar actuaciones fuera del lugar del juicio será dirigida, sin intermedio alguno, al tribunal o funcionario a quien corresponda ejecutarla, aunque no dependa del que reclama su intervención.

Art. 76 (79). Cuando hayan de practicarse actuaciones en país extranjero, se dirigirá la comunicación respectiva al funcionario que deba intervenir, por conducto de la Corte Suprema, la cual la enviará al Ministerio de Relaciones Exteriores para que éste a su vez le dé curso en la forma que esté determinada por los tratados vigentes o por las reglas generales adoptadas por el Gobierno.

En la comunicación se expresará el nombre de la persona o personas a quienes la parte interesada apodere para practicar las diligencias solicitadas, o se indicará que puede hacerlo la persona que lo presente o cualquiera otra.

Por este mismo conducto y en la misma forma se recibirán las comunicaciones de los tribunales extranjeros para practicar diligencias en Chile.<sup>(1)</sup>

Art. 77 (80). Toda comunicación dirigida por un tribunal a otro deberá ser conducida a su destino por los correos del Estado, pudiendo, en casos especiales calificados por el tribunal, entregarse a la parte que la haya solicitado, para que gestione su cumplimiento.

---

(1) Véase la Convención Interamericana sobre Exhortos o Cartas Rogatorias, promulgada por Decreto Supremo de Relaciones Exteriores N° 644, publicado en el Diario Oficial de 18 de octubre de 1976.

---

**SANCIONA EL TRAFICO ILICITO DE ESTUPEFACIENTES, ETC.**

---

sumo, porte o tenencia de alguna de dichas sustancias en virtud de prescripción médica.

**Art. 12.** El que, a sabiendas que determinados bienes, valores, dineros, utilidad, provecho o beneficio se han obtenido o provienen de la perpetración, en Chile o en el extranjero, de hechos constitutivos de alguno de los delitos contemplados en esta ley, participe o colabore en su uso, aprovechamiento o destino, será castigado con presidio mayor en sus grados mínimo a medio y multa de doscientas a mil unidades tributarias mensuales.

Se entiende por uso, aprovechamiento o destino de los bienes aludidos precedentemente todo acto, cualquiera que sea su naturaleza jurídica, que importe o haya importado tenencia, posesión o dominio de los mismos, sea de manera directa o indirecta, originaria, simulada, oculta o encubierta.

**Art. 13.** Los juicios criminales por los delitos penados en el artículo anterior sólo podrán ser iniciados por querrela o denuncia del Consejo de Defensa del Estado, una vez concluida la investigación preliminar a que se alude en los artículos siguientes.

**Art. 14.** El Consejo de Defensa del Estado recibirá las denuncias e informaciones que cualquier persona o entidad posea respecto de la perpetración de los delitos tipificados en el artículo 12 de esta ley, efectuará su examen y analizará los elementos probatorios que reúna.

Corresponderá al Consejo, con el quórum de los dos tercios de sus miembros en ejercicio, ordenar investigar los hechos que puedan configurar tales delitos.

La investigación a que se refiere este artículo tendrá un carácter meramente preliminar, esencialmente administrativo, no contencioso y obligatoria sólo respecto de los funcionarios y de las

L. 19.393

Art. 1.º

N.º 1

APENDICE DEL CODIGO PENAL

---

entidades a que se refieren los incisos primero y segundo del artículo 16, y la letra d) del inciso tercero del mismo artículo. Las personas naturales o jurídicas distintas de las mencionadas podrán, voluntariamente, proporcionar antecedentes o testimonios cuando así lo deseen, sin que puedan ser compelidas de manera alguna para el propósito de la investigación.

La colaboración de las fuerzas de orden y seguridad pública es obligatoria.

Los testimonios, voluntarios u obligatorios, que tuvieren lugar durante la investigación preliminar se prestarán bajo juramento o promesa de decir verdad.

Los que incurrieren en falsedad en tales declaraciones serán sancionados con las penas del artículo 210 del Código Penal.

**Art. 15.** El Consejo de Defensa del Estado estará facultado para imponerse de cualquier sumario penal y de todo otro proceso reservado o secreto en que se sospeche fundadamente la existencia de antecedentes acerca de hechos constitutivos de los delitos contemplados en el artículo 12.

**Art. 16.** El Consejo de Defensa del Estado podrá requerir directamente de las autoridades y funcionarios o empleados de cualesquiera de los servicios de la administración del Estado, de las instituciones o servicios descentralizados territorial o funcionalmente o de las entidades de derecho privado en que el Estado o sus instituciones tengan aportes o participación mayoritarios o igualitarios, la cooperación, la asistencia, el apoyo, los informes y antecedentes que estime necesarios para el cumplimiento de las funciones que le asigna esta ley.

Asimismo, podrá efectuar actuaciones en el exterior dirigidas a indagar y acumular pruebas acerca de la procedencia u origen de los bienes,

---

**SANCIONA EL TRAFICO ILICITO DE ESTUPEFACIENTES, ETC.**

---

valores, dineros, utilidad, provecho o beneficio a que se refiere el artículo 12, pudiendo solicitar directamente asesoría a las representaciones diplomáticas y consulares de Chile en el exterior.

Además, el Consejo de Defensa del Estado podrá, previa autorización judicial, disponer las siguientes diligencias:

a) Impedir la salida del país de aquellas personas de quienes, a lo menos, se sospeche fundadamente que están vinculadas a alguno de los hechos previstos en el artículo 12 de esta ley, por un período máximo de sesenta días. Para estos efectos, deberá comunicar la prohibición y su alzamiento a la Policía de Investigaciones y a Carabineros de Chile. En todo caso, transcurrido este plazo, la medida de arraigo caducará por el solo ministerio de la ley, de lo cual deberán tomar nota de oficio los organismos señalados;

b) Ordenar alguna de las medidas a que se refiere el artículo 19 por un plazo no superior a sesenta días;

c) Recoger e incautar la documentación y los antecedentes probatorios necesarios para la investigación de los hechos en caso de aparecer indicios graves que de esta diligencia hayan de resultar el descubrimiento o la comprobación de algún hecho o circunstancia importante para aquélla.

Esta medida sólo podrá ser encomendada a un abogado funcionario del Consejo de Defensa del Estado, el cual levantará acta de ella, la que expresará el lugar donde se practica, el nombre de las personas que intervengan, los incidentes ocurridos, la hora en que hubiere principiado y aquella en que concluyere, la relación del registro en el mismo orden en que se hubiere efectuado y un inventario de los objetos que se recojan. Se entregará copia de dicha acta y de la respectiva resolución, con indicación del tribunal que la dictó, a la persona de quien se ha recogido o incautado la documentación, y

L. 19.393

Art. 1.º

N.º 2

L. 19.393

Art. 1.º

N.º 2

L. 19.393

Art. 1.º

N.º 3



## APENDICE DEL CODIGO PENAL

d) Requerir la entrega de antecedentes o copias de documentos sobre cuentas corrientes bancarias, depósitos u otras operaciones sujetas a secreto o reserva, de personas naturales o jurídicas, o de comunidades, que sean objeto de la investigación, debiendo los bancos, otras entidades y personas naturales que estén autorizadas o facultadas para operar en los mercados financieros de valores y seguros y cambiario, proporcionarlos en el más breve plazo.

Corresponderá al Ministro de la Corte de Apelaciones de Santiago, que el Presidente de dicha Corte designe por sorteo en el acto de hacerse el requerimiento, autorizar previamente la práctica de las diligencias a que se refiere el inciso precedente. El Ministro resolverá de inmediato, sin audiencia ni intervención de terceros. La resolución que rechace la práctica de las diligencias solicitadas será someramente fundada, y el Consejo de Defensa del Estado podrá apelar de ella. La apelación será conocida en cuenta y sin más trámite por la Sala de Cuenta de la Corte de Apelaciones de Santiago, tan pronto se reciban los antecedentes. El expediente se tramitará en forma secreta y será devuelto íntegramente al Consejo de Defensa del Estado, fallado que sea el recurso.

Las resoluciones a que se refiere el inciso tercero se cumplirán desde que sean dictadas, sin necesidad de notificación alguna, háyase o no interpuesto recurso en su contra. El afectado tendrá derecho a apelar dentro de los cinco días siguientes a la fecha en que haya tomado conocimiento de ella. Tratándose de la medida establecida en la letra c), dicho plazo correrá desde que se le entregue el acta y la copia de la resolución a que se refiere dicha norma. La apelación se conocerá y fallará en la misma forma establecida en el inciso precedente.

Para llevar a efecto las actuaciones a que se refiere el inciso tercero de este artículo, el Consejo de Defensa del Estado podrá recurrir al auxilio de

L. 19.393  
Art. 1.º  
N.º 4

L. 19.393  
Art. 1.º  
N.º 5

L. 19.393  
Art. 1.º  
N.º 6

---

**SANCIONA EL TRAFICO ILICITO DE ESTUPEFACIENTES, ETC.**

---

la fuerza pública, la que será concedida por el Jefe de Carabineros o de la Policía de Investigaciones más inmediato sin más trámite que la exhibición de la autorización judicial correspondiente. La fuerza pública se entenderá facultada, en estos casos, para descerrajar y allanar si fuere necesario.

Los notarios, conservadores y archiveros deberán entregar al Consejo de Defensa del Estado, en forma expedita y rápida, los informes, documentos, copias de instrumentos y datos que se les soliciten.

El otorgamiento de cualquier antecedente mencionado en este artículo será gratuito y libre de toda clase de derechos e impuestos.

**Art. 17.** La investigación preliminar a que se refiere esta ley será secreta. Incurrirá en la pena de presidio menor en sus grados medio a máximo, el que entregue o difunda información de cualquier naturaleza acerca de los antecedentes que se le solicitan, inclusive del hecho de haber sido requeridos. Esta prohibición y sanción penal se extenderá a toda forma y medios de comunicaciones, cualquiera sea su naturaleza.

Asimismo, la resistencia o negativa a entregar los informes, documentos y demás antecedentes a que se refiere el artículo 16 será sancionada con la misma pena.

El Consejo de Defensa del Estado deberá perseguir la responsabilidad penal o civil que pudiere emanar de alguna de las infracciones castigadas en este artículo, sin perjuicio de hacerse efectivas las sanciones disciplinarias y administrativas que correspondan de acuerdo con la ley.

**Art. 18.** Concluida la investigación preliminar a que se refieren los artículos anteriores, el Consejo de Defensa del Estado, con el voto favorable de los dos tercios de sus miembros en ejercicio, resolverá acerca de la procedencia de deducir la acción penal. En caso contrario, ordenará el archivo de los antecedentes, los que permanecerán

---

APENDICE DEL CODIGO PENAL

---

bajo la custodia del Secretario del Consejo con carácter secreto, sin perjuicio de la devolución de aquellos que fueren procedentes.

**Art. 19.** Deducida la acción penal por alguno de los delitos contemplados en el artículo 12, el juez del crimen adoptará todas las medidas necesarias para evitar el uso, aprovechamiento, beneficio o destino de cualesquiera clase de bienes, valores o dineros provenientes de los delitos materia del proceso. Para estos efectos, y sin perjuicio de las demás facultades conferidas por la ley, podrá decretar, entre otras, la prohibición de celebrar determinados actos y contratos y su inscripción en toda clase de registros; retener en bancos o entidades financieras depósitos de cualesquiera naturaleza que sean; impedir transacciones de acciones, bonos o debentures y, en general, cuanto conduzca a evitar la conversión del provecho ilícito en actividades que oculten o disimulen su origen delictual.

Sin perjuicio de prueba en contrario, se presumirá el origen ilícito de los bienes a que se refiere el inciso anterior.

**Art. 20.** El Consejo de Defensa del Estado, a solicitud de la entidad de un país extranjero que expresamente haya sido designada en un convenio internacional para estos efectos, podrá proporcionar información sobre operaciones sujetas a secreto o reserva si ha sido solicitada con el fin de ser utilizada en la investigación de delitos de tráfico de sustancias o drogas estupefacientes o sicotrópicas o de aprovechamiento de los beneficios o utilidades que de ellos provengan, y que pudieren haber tenido lugar fuera de Chile.

Para proceder de esta manera, deberá previamente cerciorarse razonablemente de que dicha información no será utilizada en fines diferentes, y deberá entregarla sólo a la entidad requirente.

## LEY SOBRE CONTROL DE ARMAS

vos, o que sirven de base para la elaboración de municiones, proyectiles, misiles o cohetes, bombas, cartuchos, y los elementos lacrimógenos o de efecto fisiológico;

f) Las instalaciones destinadas a la fabricación, armaduría, almacenamiento o depósito de estos elementos, y

g) Los fuegos artificiales, artículos pirotécnicos y otros artefactos de similar naturaleza, sus partes y piezas. En este caso no será aplicable lo dispuesto en los artículos 8.º, 14 A, 19 y 25 de esta ley.<sup>1</sup>

**Art. 3.º** Ninguna persona podrá poseer o tener armas largas cuyos cañones hayan sido recortados, armas cortas de cualquier calibre que funcionen en forma totalmente automática, armas de fantasía, entendiéndose por tales aquellas que se esconden bajo una apariencia inofensiva; ametralladoras; subametralladoras; metralletas o cualquiera otra arma automática o semiautomática de mayor poder destructor o efectividad, sea por su potencia, por el calibre de sus proyectiles o por sus dispositivos de puntería.

Asimismo, ninguna persona podrá poseer o tener artefactos fabricados sobre la base de gases asfixiantes, paralizantes o venenosos, de sustancias corrosivas o de metales que por la expansión de los gases producen esquirlas, ni los implementos destinados a su lanzamiento o activación.

Se exceptúa de estas prohibiciones a las Fuerzas Armadas y a Carabineros de Chile. La Policía de Investigaciones de Chile, Gendarmería de Chile y la Dirección General de Aeronáutica Civil, estarán exceptuadas sólo respecto de la tenencia y posesión de armas automáticas livianas y semiautomáticas, y de disuasivos químicos, lacrimógenos, paralizantes o explosivos y de granadas, hasta la cantidad que autorice el Ministro de Defensa Nacional, a proposición del Director del respectivo Servicio. Estas armas y elementos podrán ser utilizados en la forma que señale el respectivo Reglamento Orgánico y de Funcionamiento Institucional.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Letra agregada por el artículo 1.º, N.º 2, letra c) de la Ley N.º 19.680, de 25 de mayo de 2000. Las letras a) y b), del N.º 2 de esta Ley modificaron las letras e) y f) de este artículo. Anteriormente este artículo había sido reemplazado por el artículo único, N.º 2 de la Ley N.º 18.592, de 21 de enero de 1987.

<sup>2</sup> Inciso modificado, como aparece en el texto, por el artículo 3.º, N.º 1, de la Ley N.º 19.047, de 14 de febrero de 1991.

---

LEY SOBRE CONTROL DE ARMAS

---

En todo caso, ninguna persona podrá poseer o tener armas denominadas especiales, que son las que corresponden a las químicas, biológicas y nucleares.<sup>1</sup>

**Art. 3.º A.** Los fuegos artificiales, artículos pirotécnicos y otros artefactos similares, que se importen, fabriquen, transporten, almacenen o distribuyan en el país, deberán cumplir con los requisitos y especificaciones técnicas que establezca el reglamento.

Prohíbese la fabricación, importación, comercialización, distribución, venta, entrega a cualquier título y uso de fuegos artificiales, artículos pirotécnicos y otros artefactos de similar naturaleza, sus piezas o partes, comprendidos en los grupos números 1 y 2 del Reglamento Complementario de esta ley, contenido en el decreto supremo N.º 77, de 1982, del Ministerio de Defensa Nacional.<sup>2</sup>

**Art. 4.º** Para fabricar, armar, importar o exportar las armas o elementos indicados en el artículo 2.º y para hacer instalaciones

---

<sup>1</sup> Artículo sustituido; por el que aparece en el texto, por el artículo único, N.º 3, de la Ley N.º 18.592, de 21 de enero de 1987.

<sup>2</sup> Artículo agregado por el artículo 1.º, N.º 3 de la Ley N.º 19.680, de 25 de mayo de 2000.

Véase el artículo 2.º de la Ley N.º 19.680, de 25 de mayo de 2000, que establece la competencia para el conocimiento de infracciones a este artículo por las sanciones a las mismas.

## APENDICE DEL CODIGO DE JUSTICIA MILITAR

destinadas a su fabricación, armaduría, almacenamiento o depósito, se requerirá autorización de la Dirección General de Movilización Nacional, la que se otorgará en la forma y condiciones que determine el reglamento.

Ninguna persona, natural o jurídica, podrá poseer o tener las armas y elementos indicados en las letras a), b), c), d) y e) del artículo 2.º, ni transportar, almacenar, distribuir o celebrar convenciones sobre dichas armas y elementos sin la autorización de la misma Dirección o de las autoridades a que se refiere el inciso siguiente dada en la forma que determine el reglamento. Sin embargo, tratándose de las armas y elementos establecidos en la letra a) del artículo 2.º, esta autorización sólo podrá ser otorgada por la Dirección General de Movilización Nacional.

La autorización que exige el inciso anterior, con la excepción señalada, deberá otorgarse por las Comandancias de Guarnición de las Fuerzas Armadas o por la autoridad de Carabineros de Chile de mayor jerarquía, designadas en uno o en otro caso por el Ministro de Defensa Nacional, a proposición del Director General de Movilización Nacional, el que podrá también señalar para este efecto, a nivel local, y con las facultades que indica el reglamento, a otras autoridades militares o de Carabineros de Chile.

Sin perjuicio de lo señalado en los incisos precedentes, el Banco de Pruebas de Chile continuará asesorando a la Dirección General de Movilización Nacional, a través del Instituto de Investigaciones y Control del Ejército (IDIC), en la determinación de la peligrosidad, estabilidad y calidad de las armas y elementos sometidos a control. En cuanto al material de uso bélico fabricado por las empresas privadas, su peligrosidad, estabilidad, funcionamiento y calidad será controlado y certificado por los Servicios Especializados de las Fuerzas Armadas.

El Director General de Movilización Nacional podrá solicitar, por intermedio del Ministro de Defensa Nacional, la asesoría técnica a organismos o personal dependiente de las Instituciones de las Fuerzas Armadas, para supervisar, en las fábricas de material de uso bélico autorizadas, el proceso de fabricación, la producción y los inventarios.

El derecho a adquirir, almacenar y manipular explosivos por quienes laboran en faenas mineras será objeto de un reglamento

## LEY SOBRE CONTROL DE ARMAS

especial dictado por el Ministerio de Defensa Nacional con la asesoría del Servicio Nacional de Geología y Minería.<sup>1</sup>

Las Fuerzas Armadas y Carabineros de Chile estarán exceptuados de las autorizaciones y controles a que se refieren los incisos precedentes, como, asimismo, lo que las Fábricas y Maestranzas del Ejército, Astilleros y Maestranzas de la Armada y la Empresa Nacional de Aeronáutica produzcan para el uso de las Instituciones de la Defensa Nacional. Sin embargo, el Ministro de Defensa Nacional autorizará a dichas Empresas en lo relativo a la exportación de las armas y elementos indicados en el artículo 2.º, y respecto de lo que produzcan para los particulares e industria bélica privada.<sup>2</sup>

Art. 5.º Toda arma de fuego que no sea de las señaladas en el artículo 3.º deberá ser inscrita a nombre de su poseedor o tenedor ante las autoridades indicadas en el artículo anterior. En el caso de las personas naturales, la autoridad competente será la que corresponda a la residencia del interesado, y en el caso de las personas jurídicas, la del lugar en que se guarden las armas.<sup>3</sup>

La Dirección General de Reclutamiento y Movilización llevará un Registro Nacional de las inscripciones de armas.

La inscripción sólo autoriza a su poseedor o tenedor para mantener el arma en el bien raíz declarado correspondiente a su residencia, a su sitio de trabajo o al lugar que se pretende proteger.<sup>4</sup>

Las referidas autoridades sólo permitirán la inscripción del arma cuando, a su juicio, su poseedor o tenedor sea persona que, por sus antecedentes, haga presumir que cumplirá lo prescrito en el inciso anterior.<sup>5</sup>

Art. 6.º Ninguna persona podrá portar armas fuera de los lugares indicados en el artículo anterior sin permiso de las autori-

<sup>1</sup> Inciso sustituido, por el que aparece en el texto, por el artículo 3.º, N.º 2, de la Ley N.º 19.047, de 14 de febrero de 1991.

<sup>2</sup> Artículo sustituido, por el que aparece en el texto, por el artículo único, N.º 4, de la Ley N.º 18.592, de 21 de enero de 1987.

<sup>3-5</sup> Reemplazado, por el que aparece en el texto, por el artículo 1.º del Decreto Ley N.º 2.553, de 19 de marzo de 1979.

<sup>4</sup> Inciso sustituido, por el que aparece en el texto, por el artículo único, N.º 5, de la Ley N.º 18.592, de 21 de enero de 1987.

## APENDICE DEL CODIGO DE JUSTICIA MILITAR

dades señaladas en el inciso tercero del artículo 4.º, las que podrán otorgarlo de acuerdo con los requisitos y modalidades que establezca la Dirección General de Movilización Nacional.

El permiso durará un año como máximo y sólo autorizará al beneficiario para portar un arma.

Estas autorizaciones se inscribirán en el Registro Nacional de Armas.

No requerirá este permiso el personal señalado en el inciso tercero del artículo 3.º, sin perjuicio de lo que disponga la reglamentación institucional respectiva. Asimismo, no requerirán este permiso, los Aspirantes a Oficiales de Carabineros ni los Aspirantes a Oficiales de Investigaciones, que cursen 3er. año en las Escuelas de Carabineros y de Investigaciones Policiales, durante la realización de las respectivas prácticas policiales.<sup>1</sup>

Corresponderá a la Dirección General de Movilización Nacional velar por la regularidad de las inscripciones a que se refiere el artículo anterior y de los permisos para portar armas de fuego, representando a las autoridades señaladas en el inciso tercero del artículo 4.º cualquier situación ilegal o antirreglamentaria en las inscripciones autorizadas y los permisos otorgados, para su inmediata corrección.

La Dirección General y las autoridades antes aludidas podrán denegar, suspender, condicionar o limitar las autorizaciones y permisos que exige esta ley, sin expresión de causa, salvo la inscripción de que trata el artículo 5.º.<sup>2</sup>

**Art. 7.º** Las autoridades indicadas en el inciso tercero del artículo 4.º no podrán conceder las autorizaciones y permisos ni aceptar las inscripciones que se establecen en los artículos 4.º, 5.º y 6.º de más de dos armas de fuego a nombre de una misma persona.<sup>3</sup>

Sin embargo, por resolución de la Dirección General de Reclutamiento y Movilización de las Fuerzas Armadas, se podrán

<sup>1</sup> Inciso modificado, como aparece en el texto, por el artículo único de la Ley N.º 19.015, de 19 de enero de 1991.

<sup>2</sup> Artículo sustituido, por el que aparece en el texto, por el artículo único, N.º 6, de la Ley N.º 18.592, de 21 de enero de 1987.

<sup>3</sup> Inciso modificado, como aparece en el texto, por el artículo 1.º del Decreto Ley N.º 2.553, de 19 de marzo de 1979.



---

LEY SOBRE CONTROL DE ARMAS

---

Sin embargo, por resolución de la Dirección General de Reclutamiento y Movilización de las Fuerzas Armadas, se podrán otorgar las referidas autorizaciones y los permisos e inscripciones de más de dos armas a personas jurídicas o a personas naturales debidamente calificadas.<sup>1</sup>

Se exceptúan de lo dispuesto en los incisos anteriores las

**EDITORIAL JURIDICA DE CHILE**

**SERVICIO DE CODIGOS COMPUTARIZADOS**

LEGISLACION CODIFICADA Y COMPLEMENTARIA COMPLETAMENTE  
ACTUALIZADA EN ARCHIVADORES BAJO RESPONSABILIDAD DE EDITORIAL  
JURIDICA DE CHILE

INFORMACION INMEDIATA EN PANTALLA CONFORME AL BANCO DE  
DATOS LEGALES Y JURISPRUDENCIALES SEGUN CONVENIO EDITORIAL  
JURIDICA DE CHILE Y MEGATEC S.A.

ESTE AVISO OCUPA UN ESPACIO SIN TEXTO LEGAL POR EXIGENCIA DEL  
PROCESO DE ACTUALIZACION

---

<sup>1</sup> Inciso modificado, como aparece en el texto, por el artículo 1.º del Decreto Ley N.º 2.553, de 19 de marzo de 1979, y por el artículo único, N.º 7, de la Ley N.º 18.592, de 21 de enero de 1987.

## LEY SOBRE CONTROL DE ARMAS

otorgar las referidas autorizaciones y los permisos e inscripciones de más de dos armas a personas jurídicas o a personas naturales debidamente calificadas.<sup>1</sup>

Se exceptúan de lo dispuesto en los incisos anteriores las personas naturales o jurídicas que estuvieren inscritas como coleccionistas, cazadores o comerciantes autorizados.

Las personas autorizadas como coleccionistas quedan facultadas para mantener sus armas declaradas, con sus características y estado original, debiendo adoptar las medidas de seguridad que se señalen en el reglamento.

Los cazadores podrán inscribir aquellas armas que correspondan a la naturaleza y clase de caza que efectúen, no pudiendo sus armas ser automáticas o semiautomáticas.

El reglamento establecerá las modalidades y limitaciones respecto a las autorizaciones, permisos e inscripciones a que se refieren los tres incisos anteriores.<sup>2</sup>

## Título II

## DE LA PENALIDAD

**Art. 8.º** Los que organizaren, pertenecieren, financiaren, dotaren, instruyeren, incitarren o indujerren a la creación y funcionamiento de milicias privadas, grupos de combate o partidas militarmente organizadas, armadas con algunos de los elementos indicados en el artículo 3.º, serán sancionados con la pena de presidio mayor en cualquiera de sus grados.<sup>3</sup>

Incurrirán en la misma pena, disminuida en un grado, los que a sabiendas ayudaren a la creación y funcionamiento de

<sup>1</sup> Inciso modificado, como aparece en el texto, por el artículo 1.º del Decreto Ley N.º 2.553, de 19 de marzo de 1979, y por el artículo único, N.º 7, de la Ley N.º 18.592, de 21 de enero de 1987.

<sup>2</sup> Los primitivos incisos 3.º y 4.º de este artículo fueron reemplazados por los actuales incisos 3.º, 4.º, 5.º y 6.º, según lo dispuesto por el artículo único, N.º 7, letra b), de la Ley N.º 18.597, de 21 de enero de 1987.

<sup>3</sup> Inciso modificado, como aparece en el texto, por el artículo único, N.º 8, de la Ley N.º 18.592, de 21 de enero de 1987, y por el artículo 3.º, N.º 3, letra a), de la Ley N.º 19.047, de 14 de febrero de 1991.

---

APENDICE DEL CODIGO DE JUSTICIA MILITAR

---

En los casos en que se descubra un almacenamiento de armas, se presumirá que forman parte de las organizaciones a que se refieren los dos primeros incisos de este artículo, los moradores de los sitios en que estén situados los almacenamientos y los que hayan tomado en arrendamiento o facilitado dichos sitios. En estos casos se presumirá que hay concierto entre todos los culpables.<sup>1</sup>

En tiempo de guerra externa, las penas establecidas en los incisos primero y tercero de este artículo serán, respectivamente, presidio mayor en su grado medio a presidio perpetuo y presidio mayor en su grado mínimo a presidio perpetuo.<sup>2</sup>

---